

52719

Distr.
LIMITEE

ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/50
Mars 1990

FRANCAIS
Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre Multinational de Programmation
et d'Exécution de Projets
(MULPOC) de Gisenyi

Deuxième réunion
du Comité de Suivi : 08 - 15 mars 1990

GISENYI (République Rwandaise)

RAPPORT DE LA DEUXIEME REUNION
DU COMITE DE SUIVI

(i)

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
PREMIERE PARTIE - OUVERTURE DE LA REUNION	1
I. Ouverture	1
II. Participation	2
III. Election du bureau	3
IV. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux	4
DEUXIEME PARTIE - COMPTE RENDU DES TRAVAUX	6
I. Rapport du Directeur sur l'exécution du programme de travail et ordre de priorités pour 1988-1989.....	6
II. Rapport du Directeur sur les progrès accomplis dans l'exécution du projet d'assistance multisectorielle aux pays membres de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) financé par le PNUD	7
III. Rapport du Directeur du MULPOC sur l'utilisation du Fonds d'Affectation Spécial des Nations Unies pour le Développement de l'Afrique pour la période biennale 1988-1989	10
IV. Etude annuelle des conditions économiques et sociales dans les pays membres du MULPOC de Gisenyi	12
V. Examen détaillé de la mise en oeuvre du programme de travail au cours de l'exercice 1988-1989.....	15
- Agriculture et alimentation	15
- Industrie	23
- Energie et ressources naturelles	34
- Commerce et finances	41
- Transports et Communications	42
- Etablissements humains.....	54
- Ressources humaines.....	54
- Intégration de la femme au développement	56

(ii)

	<u>Page</u>
VI. Situation de mise en oeuvre des résolutions adoptées par les organes directeurs du MULPOC de Gisenyi	62
VII. Programme de travail du MULPOC de Gisenyi pour 1990	63
VIII. Préparatifs de la vingt-cinquième session de la Commission/ Seizième réunion de la Conférence des Ministres, responsables du développement économique et de la planification et de la onzième réunion du Comité Technique Préparatoire Plénier	64
IX. Questions diverses	65
X. Adoption du rapport	65
XI. Clôture de la deuxième réunion du Comité de Suivi	65

PREMIERE PARTIE : OUVERTURE DE LA REUNION

I. OUVERTURE

(Point 1 de l'ordre du jour)

1. La deuxième réunion du Comité de Suivi du MULPOC de Gisenyi s'est tenue du 9 au 15 mars à Gisenyi (Rwanda).
2. Elle a été ouverte par Monsieur BAHIGIKI Emmanuel, Secrétaire Général au Ministère du Plan de la République Rwandaise.
3. A l'occasion de la cérémonie d'ouverture, des allocutions ont été prononcées par Mr. BAHIGIKI Emmanuel au nom du pays hôte et par le Citoyen PINGANAY, Président sortant du Comité de Suivi.
4. Dans son allocution, Mr. BAHIGIKI a souhaité la bienvenue et un agréable séjour à Gisenyi aux délégations.
5. Il a adressé ses remerciements aux invités qui ont tenu à réhausser de leur présence la cérémonie d'ouverture.
6. Mr. BAHIGIKI a fait part de l'espoir que les Etats attendent des présentes assises en soulignant qu'elles devront générer des délibérations enrichissantes et constructives dans la mesure où, le MULPOC, catalyseur positif pour une réelle intégration économique au sein de la CEPGL, exécute des études bancables pour l'intérêt de la Communauté grâce à l'expertise dont il dispose.
7. Il a déclaré ouverts les travaux de la deuxième réunion du Comité de Suivi à l'endroit desquels il a émis ses vœux de plein succès.
8. Le Citoyen PINGANAY a souhaité la bienvenue aux participants à la deuxième réunion du Comité de Suivi.
9. Au nom de toutes les délégations et en son nom propre, il a remercié les Etats membres pour avoir consenti à déléguer leurs experts respectifs pour participer aux travaux de la deuxième réunion du Comité de Suivi.

10. Il a mis l'accent sur la nécessité vitale pour l'Afrique en développement de sortir, durant la décennie des années 1990, de la crise économique aiguë qui l'a marquée pendant plus de 10 ans.

11. Elle doit, en particulier, chercher à atténuer le poids de la dette et les conséquences perverses des programmes d'ajustement structurel.

12. Le Citoyen PINGANAY a rappelé que, pour y parvenir, les pays africains devraient s'inspirer des deux idées maîtresses contenues dans la résolution qui a abouti à la mise en place du Comité de Suivi à savoir, économie et efficacité.

13. Des programmes de gestion économique et efficace de la production agricole, de l'exploitation des ressources naturelles et énergétique, des services d'appui à ces secteurs économiques seront ainsi le gage du redressement économique de la CEPGL.

14. Le Citoyen PINGANAY a ensuite fait un bref aperçu sur les activités entreprises par le MULPOC dans le cadre de son programme de travail de l'année 1989.

15. Il a précisé que, grâce au soutien aussi bien des Etats membres que des pays amis dont en particulier l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) auxquels il a adressé ses remerciements, les activités produites par le MULPOC ont pu couvrir tous les secteurs économiques prioritaires intéressant la CEPGL incluant l'exécution d'importants projets du programme d'intégration de la femme au développement.

16. Il a souhaité plein succès aux travaux de la deuxième réunion du Comité de Suivi.

II. PARTICIPATION

17. Les représentants des trois Etats membres du MULPOC de Gisenyi, le Burundi, le Rwanda et le Zaïre ont participé aux travaux de la deuxième réunion du Comité de Suivi.

18. Ont également participé à titre d'observateurs, le Secrétariat Exécutif Permanent de la CEPGL (SEP/CEPGL), les Organisations Spécialisées de la CEPGL à savoir, l'Energie des Grands Lacs (EGL) et la Banque de Développement des Etats des Grands Lacs (BDEGL), le PNUD Kigali et la Coopération de la Belgique auprès du SEP/CEPGL.

III. ELECTION DU BUREAU

(Point 2 de l'ordre du jour)

19. Le bureau du Comité a été constitué conformément à ce qui a été convenu lors de la première réunion, à savoir que le bureau en exercice du Comité d'Experts est élu pour diriger les travaux du Comité de Suivi se déroulant durant son mandat. Le bureau ainsi mis en place se présente comme suit :

Président : Rwanda

Vice-Président : Burundi

Rapporteur : Zaïre

20. Faisant suite à la constitution de ce bureau, le Président entrant, Monsieur BAHIGIKI Emmanuel, Secrétaire Général au Ministère du Plan, s'est adressé au Comité.

21. Il a d'abord tenu à remercier les délégations pour son élection.

22. Il a ensuite rappelé le cadre global de la réunion du Comité de Suivi lequel a été créé conformément aux stipulations de la résolution 611(XXII) adoptée en avril 1987 par la Conférence des Ministres de la CEA.

23. Toutefois, en raison de la situation spécifique du MULPOC vis-à-vis de la CEPGL, Mr. BAHIGIKI a précisé que le Comité ne se limitera pas à l'examen uniquement des rapports intermédiaires comme stipulé dans la résolution mais analysera aussi les projets exécutés par le MULPOC dans le cadre de l'assistance multisectorielle.

24. Il a remercié le MULPOC pour les efforts qu'il ne cesse de déployer.

25. Evoquant la contrainte majeure imposée par la conjoncture économique internationale, Mr. BAHIGIKI a invité les délégations à en tenir compte dans leurs analyses et à chercher à privilégier toute action visant l'utilisation rationnelle des ressources mobilisables notamment à travers la coopération internationale. Il faudra ainsi encourager la concertation entre le SEP/CEPGL et le MULPOC afin d'activer l'intégration économique des Etats membres, laquelle, même soutenue par une forte volonté politique, demeure un processus de longue haleine exigeant un suivi assidu devant faire l'objet d'une évaluation permanente afin de corriger les déséquilibres créés par les forces du marché.

26. Pour cela, a-t-il souligné, le Comité de Suivi est appelé à travailler avec un esprit largement ouvert.

IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX
(Point 3 de l'ordre du jour)

27. Le Comité a adopté l'ordre du jour ci-après :

1. Ouverture de la réunion.
2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
4. Rapport du Directeur sur l'exécution du programme de travail et ordre de priorités du MULPOC pour l'année 1989.
5. Rapport du Directeur sur les progrès accomplis dans l'exécution du projet d'assistance multisectorielle aux pays membres de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) financé par le PNUD.
6. Rapport du Directeur sur l'utilisation du Fonds d'Affectation Spécial des Nations Unies pour le Développement de l'Afrique pour la période biennale 1988-1989.
7. Etude annuelle des conditions économiques et sociales dans les Etats membres du MULPOC de Gisenyi.

8. Examen détaillé de la mise en oeuvre du programme de travail durant l'année 1989 :

- 8.1. Agriculture et alimentation,
- 8.2. Industrie,
- 8.3. Energie et Ressources Naturelles,
- 8.4. Commerce et Finances,
- 8.5. Transports et Communications,
- 8.6. Etablissements humains,
- 8.7. Ressources humaines,
- 8.8. Intégration de la Femme au Développement.

9. Situation de mise en oeuvre des résolutions adoptées par les organes directeurs du MULPOC de Gisenyi.

10. Programme de travail du MULPOC de Gisenyi pour 1990.

11. Préparatifs de la vingt-cinquième session de la Commission/seizième réunion de la Conférence des Ministres, responsables du développement économique et de la planification et de la onzième réunion du Comité Technique Préparatoire Plénier.

12. Questions diverses.

13. Adoption du rapport

14. Clôture de la deuxième réunion du Comité de Suivi.

28. Pour l'organisation de ses travaux, le Comité a convenu les horaires suivants :

- Matin : de 09H00 à 12H00
- Après-midi : de 15H00 à 18H30.

DEUXIEME PARTIE : COMPTE RENDU DES TRAVAUX

I. RAPPORT DU DIRECTEUR SUR L'EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL ET
ORDRE DE PRIORITES POUR 1988-1989

(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/04)

(Point 4 de l'ordre du jour)

29. En présentant le rapport sur l'exécution du programme de travail et ordre de priorités pour 1988-1989, le Directeur du MULPOC a indiqué que ce rapport retrace les activités du MULPOC durant l'année 1989, deuxième et dernière année d'exécution de la programmation biennale 1988/1989 approuvée par la dixième réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat, laquelle a eu lieu en mars 1987 à Kinshasa.

Il a souligné que le programme biennal 1988-1989 est principalement composé d'activités dans les domaines prioritaires d'intégration économique, à savoir : agriculture et alimentation, industrie, énergie, commerce et finances, transports et communications et intégration de la femme au processus de développement. Ce programme biennal renferme ainsi un certain nombre d'actions susceptibles de renforcer le processus d'intégration économique grâce à l'exécution des études portant sur les projets multinationaux et multisectoriels.

30. Concernant les activités du MULPOC dans le cadre de son programme de travail pendant la période biennale, il a informé le Comité que les vingt-quatre activités qui y sont retenues, quatorze devaient être exécutées sur financement du PNUD dans le cadre du IVe cycle de programmation régionale pour la CEPGL. Parmi ces quatorze projets, le PNUD, aux termes d'une consultation qu'il a engagée avec le Secrétariat Exécutif Permanent de la CEPGL, n'a retenu que cinq projets dont l'exécution a été confiée à diverses agences du système des Nations Unies. Suite à la situation découlant de cette décision, la CEA s'est efforcée de financer l'exécution des quatre sur les neuf projets non retenus.

31. Dans chaque secteur, après avoir rappelé les activités inscrites au programme de travail de l'année 1989 approuvé par la onzième réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat, le rapport fait état des activités exécutées par le MULPOC et celles exécutées par les divisions substantives et répondant aux interventions de la CEA au niveau de la CEPGL.

32. En ce qui concerne la mise en oeuvre de six résolutions adoptées par la onzième réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat, le rapport signale que trois résolutions n'ont pas été exécutées faute de financement ; deux résolutions seront exécutées dans le cadre de la programmation biennale de la CEA pour 1990-1991, tandis que la mise en oeuvre de la résolution n° 3 relative à l'interconnexion des réseaux électriques de la CEPGL interviendra dès que le financement sera disponible.

33. Enfin, le Directeur du MULPOC a suggéré l'organisation d'une réunion de concertation à laquelle participeraient les bureaux du PNUD, les agences du système des Nations Unies opérant dans la sous-région de la CEPGL, le Secrétariat Exécutif Permanent de la CEPGL, la CEA/MULPOC, afin de réfléchir ensemble sur les nouvelles directives du PNUD/CEA relatives à la préparation du Ve cycle du PNUD au niveau de la sous-région de la CEPGL.

34. Le Comité a pris bonne note de ce rapport qui lui a été présenté tout en spécifiant qu'à l'avenir le rapport devrait être mis à la disposition des délégués dans le délai requis.

**II. RAPPORT DU DIRECTEUR SUR LES PROGRES ACCOMPLIS DANS L'EXECUTION
DU PROJET D'ASSISTANCE MULTISECTORIELLE AUX PAYS MEMBRES DE LA
COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS (CEPGL)
FINANCE PAR LE PNUD**
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/04a)
(Point 5 de l'ordre du jour)

35. En introduisant ce point de l'ordre du jour, le Directeur du MULPOC a souligné que la poursuite de la mise en oeuvre des projets de l'assistance multisectorielle à la CEPGL dans le cadre du IIIème Cycle de Programmation du PNUD soutenue par le MULPOC durant l'année 1989 englobait deux types d'activités, à savoir : le suivi de réalisation de certains projets entrepris dans le cadre du RAF/82/046 et dont les études ont été acceptées par la CEPGL et la poursuite d'exécution des projets non terminés concernant surtout les activités visant l'amélioration de certaines études réalisées et l'exécution des études en cours.

36. Il a indiqué que les activités du RAF/82/046 dont l'exécution se poursuit concerne : la deuxième phase de l'étude de marché et structure des prix des produits originaires échangeables entre les Etats membres de la CEPGL et les volets relatifs au fleet-planning et étude financière de l'étude de faisabilité pour la création de la compagnie aérienne commune de la CEPGL. La poursuite de ces études dépendait essentiellement de l'approbation par le PNUD/New York de la division marketing pour 1989 du document de projet RAF/82/046. En ce qui concerne le projet CIFI dont le financement a été déjà engagé et les Consultants requis recrutés en 1988, les travaux se sont normalement déroulés et les dossiers de l'étude ont été transmis au SEP/CEPGL pour appréciation. Une réunion tripartite SEP/CEPGL-FAO-CEA/MULPOC a eu lieu à Gisenyi les 12 et 13 janvier 1990 pour examiner ces dossiers avant de les élaborer dans leur version finale.

37. S'agissant de l'exécution des projets confiés au MULPOC par la CEPGL et initialement inscrits au programme d'assistance multisectorielle à la CEPGL dans le cadre du IVe cycle de programmation régionale du PNUD, le Directeur du MULPOC a confirmé qu'à travers notamment de nombreuses réunions organisées sur cette programmation, le PNUD avait considéré le document de projet y relatif intéressant la CEPGL comme étant le meilleur. Le montant global des projets inscrits dans ce programme s'élevait alors à 2 600 000 US\$. Il a indiqué que la décision d'éclater et de retirer certains projets d'intégration économique inscrits au document de projet soumis au PNUD pour approbation dans le cadre du IVe cycle de programmation n'a pas seulement affecté le programme de travail du MULPOC, mais a surtout réduit l'apport tant attendu par la CEPGL pour la réalisation de son programme d'intégration économique dans un délai raisonnable.

38. Abordant les problèmes relatifs à la préparation de l'assistance multisectorielle à la CEPGL dans le cadre du Ve cycle de programmation du PNUD, le Directeur du MULPOC estime qu'une étroite concertation entre tous les intervenants dans le programme d'intégration économique de la CEPGL constitue le gage d'une meilleure identification des projets à promouvoir pour le développement socio-économique de la sous-région, en conformité avec des nouvelles directives qui seront conçues conjointement par le PNUD/New York et la CEA.

39. A l'examen de ce document, le Comité de Suivi a demandé de plus amples informations sur les procédures qui ont été engagées et ont abouti à la décision finalement prise concernant le programme du IVe cycle. Il s'est penché aussi sur les possibles duplications des activités des deux secrétariats à travers certaines études similaires qu'ils ont entreprises parallèlement.

40. Le Représentant du PNUD a précisé que, bien que le PNUD, en tant que bailleur de fonds, ait droit de regard sur les projets qui lui sont proposés pour financement, il ne lui appartient aucunement de prendre, à la place du bénéficiaire, la décision d'imposer l'agence d'exécution.

41. Le Secrétariat du MULPOC a informé le Comité que les procédures d'approbation du programme de travail du MULPOC sont, sans aucune ambiguïté possible, distinctes de celles requises par le programme du IVe cycle. Le programme de travail du MULPOC est approuvé d'abord par ses organes directeurs puis soumis ensuite au processus d'approbation des différents organes concernés du système des Nations Unies. Sur demande du SEP/CEPGL, les projets du programme initial du IVe cycle ont été inscrits au programme de travail du MULPOC pour le biennal 1988-1989. Ce programme, une fois approuvé par les différentes instances évoquées ci-dessus ne peut plus être modifié que sur leur approbation expresse se basant sur des documents justificatifs des modifications proposées. Si pour les cinq projets finalement retenus dans le cadre du IVe cycle, il a été formellement décidé que le MULPOC n'en assume plus la responsabilité, il n'en est pas de même des projets qui n'ont pas été retenus en fin de compte et qui par conséquent n'ont pas fait l'objet d'une proposition de modification auprès des organes d'approbation du programme de travail du MULPOC. Ces projets restent maintenus dans le budget programme pour l'exercice biennal approuvé par l'Assemblée Générale des Nations Unies à la quarante deuxième session et consignés dans le document GA/42/6/Rév.1.

42. Le Comité de suivi a relevé que la décision prise pour l'éclatement du programme du IVe cycle a créé une situation de duplication des responsabilités dans l'exécution notamment des projets du programme initial du IVe cycle non retenus par le PNUD. Le Comité de Suivi a exprimé ses préoccupations sur les conséquences qui ont découlé de cette duplication, ayant entre autres entraîné une certaine faiblesse de coordination décelée dans la mise en oeuvre de ces projets d'intégration économique.

43. Il a insisté sur le fait que de telles faiblesses de coordination risquent de porter sérieusement préjudice à une meilleure efficacité et du SEP/CEPGL et du Secrétariat du MULPOC.

44. Le Comité a recommandé que la concertation qui existe entre le SEP/CEPGL et le MULPOC soit renforcée davantage et sans tarder afin qu'ils puissent réellement conjuguer leurs efforts et oeuvrer ensemble dans l'intérêt de la Communauté.

45. S'agissant de l'organisation d'une réunion de concertation proposée par la CEA/MULPOC en vue de mieux élaborer le programme du SEP/CEPGL à soumettre au financement du PNUD dans le cadre du Ve cycle, le Comité de Suivi a accordé son appui à cette initiative dans la mesure où les représentants du SEP/CEPGL et du PNUD ont de leur côté soutenu la proposition.

46. Le Secrétariat du MULPOC a porté à la connaissance du Comité de Suivi les modalités qu'il compte suivre pour l'organisation de cette réunion à laquelle participeront principalement le SEP/CEPGL, les représentations au niveau des trois pays de la CEPGL, du PNUD, des agences spécialisées du système des Nations Unies telles que la FAO, la CNUCED, l'ONUDI ainsi que la CEA/MULPOC.

47. Le Comité de Suivi a pris bonne note de ces informations et du rapport du Directeur sur les progrès accomplis dans l'exécution du projet d'assistance multisectorielle aux pays membres de la CEPGL.

III. RAPPORT DU DIRECTEUR DU MULPOC SUR L'UTILISATION DU FONDS
D'AFFECTATION SPECIAL DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
DE L'AFRIQUE POUR LA PERIODE BIENNALE 1988-1989
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/04b)
(Point 6 de l'ordre du jour)

48. En présentant le rapport sur l'utilisation du Fonds d'Affectation Spécial des Nations Unies pour le Développement de l'Afrique (FASNUDA) pour la période biennale 1988-1989, le Directeur du MULPOC a indiqué qu'au cours de ce biennal, le MULPOC de Gisenyi a bénéficié de la contribution financière du Burundi, du Rwanda, du Zaïre et de l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) pour un montant global de US\$ 346.461.

La contribution des Etats membres intervient dans l'exécution de plusieurs activités dont : l'exécution en coopération (Burundi-Zaïre) des travaux de levés hydrographiques de prédragage du port de Bujumbura, l'organisation de la première réunion du Comité Permanent des experts nationaux des transports sur les lacs Kivu et Tanganyika, l'étude en vue de la création d'un service d'ingénieurs-conseils et de gestion industrielle de la CEPGL, l'étude sur la création d'un Centre sous-régional de recherche sur les matériaux de construction et le bâtiment au sein de la CEPGL, l'étude technico-économique en vue du développement du secteur minier à petite échelle dans la sous-région de l'est de la CEPGL et l'exécution du programme d'intégration de la femme au développement dans la sous-région des Grands Lacs.

49. S'agissant de la contribution que l'Agence Canadienne de Développement International a accordée au MULPOC/CEA de Gisenyi à concurrence de US\$ 226.875, elle a servi exclusivement à financer le volet formation du programme d'intégration de la femme au développement dans la sous-région des pays des Grands Lacs.

50. Faisant suite à la présentation de ce rapport, le Comité a été informé par la délégation burundaise de la dégradation inquiétante des conditions de profondeur dans le port de Bujumbura. Ce phénomène qui s'aggrave de plus en plus rapidement paralysera sous peu le port de telle manière qu'il ne sera pas en mesure d'accueillir certaines unités opérant sur le lac. La délégation burundaise a demandé le démarrage urgent des travaux hydrographiques de prédragage et a voulu connaître en conséquence le calendrier de leur exécution.

51. Le Secrétariat a informé le Comité de Suivi que les procédures d'approbation du document de projet y relatif sont en cours au niveau de la CEA. Le financement des travaux est disponible comme indiqué dans le rapport et la RVF avec laquelle le Secrétariat maintient un contact permanent est prête à intervenir dès la fin des travaux de balisage du lac Kivu.

52. Le Comité a invité le Secrétariat de faire accélérer l'approbation du document de projet afin que les travaux de levé hydrographique de prédragage puissent commencer dans le courant du mois de mai 1990.

53. Le Comité a pris bonne note du rapport du Directeur sur l'utilisation du FASNUDA pour la période biennale 1988-1989.

IV. ETUDE ANNUELLE DES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES
DANS LES PAYS MEMBRES DU MULPOC DE GISENYI

(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/05)

(Point 7 de l'ordre du jour)

54. Le document de l'étude annuelle des conditions économiques et sociales des Etats membres de la CEPGL (Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/05) présenté par le Secrétariat comprend deux parties, suivies des conclusions et recommandations : l'une sur la situation économique, l'autre sur la situation sociale.

55. Le Secrétariat a d'abord rappelé l'environnement économique international qui a prévalu en 1988. Durant cette année, le produit national brut des principaux pays industrialisés et des pays à revenus intermédiaires s'est accru de 4 à 5 %, taux nettement supérieur à celui de l'accroissement démographique. Le volume des échanges commerciaux a progressé de 9 % par rapport à l'année 1987. Lors du Sommet économique de Toronto (1988 au Canada) des propositions ont été formulées pour atténuer le poids de la dette publique des pays pauvres. Elles ont été mises en application pour certains pays dont les trois pays de la CEPGL.

56. Dans les pays de la CEPGL, le P.I.B. global aux prix courants des facteurs et du marché ont progressé respectivement de 7,6 et 9,2 % au cours de 1988 grâce surtout aux conditions climatiques favorables à la production agricole et au redressement des cours du café et du cuivre. Ce taux est plus élevé que l'accroissement démographique qui est de 3,3 %. Le secteur agricole représente 34,3 % du P.I.B. et occupe 65 % de la population active de la Communauté tandis que les mines interviennent pour 11,4 %. Il s'en suit que l'évolution économique de la sous-région reste tributaire des conditions atmosphériques et des prix sur le marché mondial.

57. La part des ressources consacrées à l'investissement a continué à baisser au profit de la consommation publique et le déficit budgétaire s'est alourdi davantage malgré la proclamation de mesures d'austérité et de rigueur dans la gestion.

58. Ce déficit a été financé par des emprunts internes et externes et surtout par des avances des banques centrales provoquant des pressions inflationnistes quand elles ne sont pas maintenues dans des limites acceptables. L'encours de la dette publique intérieure et extérieure a atteint 201,8 % du P.I.B.

Cependant, les trois pays ont entrepris des programmes d'austérité budgétaires, de rigueur dans la gestion et de rentabilisation des entreprises publiques. Ces programmes ont été appuyés par des remises de la dette publique par certains pays industrialisés. Deux des pays membres ont initié des programmes d'ajustement structurel en collaboration avec le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale.

59. S'agissant des relations avec l'extérieur, les termes de l'échange se sont améliorés en 1988 ainsi que la Balance globale des paiements bien qu'elle soit restée déficitaire au niveau de la balance courante à cause d'un retour déficitaire de la balance des services. Au moment où les exportations sont largement tributaires du cuivre et du café, les importations quant à elles sont dominées par les biens d'équipement et de production.

60. L'étude recommande que, pour amorcer un développement soutenu, les pays s'engagent à respecter les principes d'équilibre et d'austérité budgétaires, renoncent à recourir aux avances des banques centrales et investissent annuellement au moins 25 % du P.I.B. en s'intéressant prioritairement au milieu rural.

61. En ce qui concerne la situation sociale, l'étude constate que le P.I.B. par habitant s'est redressé en 1988 à un rythme inférieur à celui de l'inflation; son pouvoir d'achat a donc diminué d'autant plus que les ajustements salariaux n'ont eu lieu qu'en 1989.

62. Dans le domaine de l'enseignement, le taux de scolarisation (inférieur à 60 %) et la capacité d'accueil des enfants dans l'enseignement secondaire et supérieur restent faibles malgré des efforts considérables déployés par les pays.

63. L'étude propose aux Etats d'envisager la possibilité de promouvoir l'enseignement privé en vue d'accroître la capacité d'accueil surtout de l'enseignement secondaire.

64. Dans le secteur de la santé, les pays ont essayé de rapprocher les centres sanitaires des populations mais les équipements et personnels requis sont toujours insuffisants.

65. L'étude recommande de déployer beaucoup d'efforts pour organiser et former des tradi-praticiens dans le milieu rural.

66. Les débats qui ont fait suite à cette présentation ont porté essentiellement sur : la concordance des données à l'année étudiée; l'intérêt d'insister plus en profondeur sur les synthèses, conclusions et recommandations; la nécessité de compléter l'analyse des données par celle découlant des échanges de vue à entretenir systématiquement avec les responsables nationaux durant les missions sur le terrain; la formulation de propositions concrètes utiles aux Etats; l'examen des perspectives d'avenir; l'analyse des impacts sur l'économie de la CEPGL des projets communautaires. Il a été aussi spécifié que l'étude doit constituer pour les Etats un outil précieux d'information au niveau communautaire et sur le plan africain en faisant refléter les perspectives d'avenir, l'impact, dans la sous-région, des décisions prises par les Ministres de la CEA relatives en particulier au CARPAS.

67. Au terme de cette analyse, le Comité de Suivi en étant surtout conscient des difficultés que rencontre le Secrétariat pour disposer des données de l'année 1989 examinée et appréciant la pertinence des recommandations émises dans le document, aurait souhaité que l'étude reflète la situation, de l'année 1989, du moins jusque vers son milieu. L'évolution relativement rapide de la conjoncture économique risque en effet de rendre caducs les résultats d'analyse qui ne peuvent plus, de ce fait, servir aux décideurs des Etats membres à orienter leur politique, étant entendu que l'objectif premier de l'étude est de répondre à cette préoccupation.

68. Dans la même optique, le Comité de Suivi recommande que sur base d'analyses plus approfondies issues non seulement des données recueillies, mais enrichies aussi par des échanges de vue avec les responsables nationaux concernés lors des missions sur le terrain, l'étude formule des propositions pertinentes et des perspectives d'avenir en prenant en considération notamment l'évolution des échanges intra-communautaires, si possible l'impact des différents projets communautaires dans la CEPGL et la situation de mise en oeuvre par les Etats membres de la CEPGL des décisions prises au niveau de la Conférence des Ministres de la CEA relatives en particulier au CARPAS.

69. Le Secrétariat a pris bonne note de ces orientations émises par le Comité de Suivi afin d'améliorer la prochaine étude et a demandé au Comité de Suivi d'intervenir auprès des Etats membres pour faciliter l'accès aux données relatives à chaque année étudiée et répondre ainsi aux souhaits formulés.

V. EXAMEN DETAILLE DE LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL
AU COURS DE L'EXERCICE 1988-1989
(Point 8 de l'ordre du jour)

AGRICULTURE ET ALIMENTATION
(Point 8.1. de l'ordre du jour)

70. Ce point de l'ordre du jour concerne les activités suivantes :

- (i) Etude d'identification de zones à haut rendement de production, de stockage et de commercialisation de céréales et tubercules de base et établissement d'une carte pédologique des pays membres du MULPOC de Gisenyi.
- (ii) Etude de factibilité sur la production intensive et la commercialisation du maïs dans les pays de la CEPGL.
- (iii) Rapport au Comité de Suivi du MULPOC de Gisenyi sur les besoins en matière de formation dans le domaine de la planification et de l'élaboration des politiques de développement agricole.
- (iv) Rapport sur la promotion des institutions et services d'appui en vue de renforcer la capacité des femmes agriculteurs afin de leur permettre d'améliorer leur productivité et d'accroître la production alimentaire.
- (v) Rapport sur l'identification de programmes et projets propres à promouvoir et à renforcer une coopération multinationale en matière de développement de l'alimentation et de l'agriculture au sein des pays membres du MULPOC de Gisenyi ou Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL).
- (vi) Rapport sur l'utilisation des aliments non conventionnels dans les pays membres de la CEPGL.
- (vii) Rapport intérimaire sur la fourniture d'équipement de laboratoires agricoles de l'IRAZ.

- (a) Etude d'identification de zones à haut rendement de production, de stockage et de commercialisation de céréales et tubercules de base et établissement d'une carte pédologique des pays membres du MULPOC de Gisenyi
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/07)

71. En présentant cette étude, le Secrétariat a rappelé que son financement était prévu dans le cadre de l'assistance multisectorielle du PNUD à la CEPGL (Ive cycle).

72. A l'absence de ce financement, le Secrétariat a utilisé l'expertise dont il dispose pour élaborer l'étude en complément à l'étude de pré faisabilité élaborée par le SEP/CEPGL. L'étude fournit des données pédologiques et agro-climatiques des pays de la CEPGL et détermine les zones à haut rendement pour chaque culture.

73. Elle examine ensuite les conditions agro-climatiques optimales pour les céréales et tubercules et donne les caractéristiques pédologiques et climatiques des zones identifiées par les pays comme étant de haut rendement, les contraintes au développement de différentes cultures et enfin la conservation et la commercialisation de leurs produits. Les termes de référence pour une étude de faisabilité sont proposés dans le document.

74. Le Comité de Suivi a formulé des observations ayant trait au caractère incomplet de l'étude qui devait être une étude de faisabilité. Il a en outre encouragé l'utilisation de consultants nationaux disponibles dans les pays.

75. Il a par ailleurs suggéré au Secrétariat qu'à l'avenir, il serait souhaitable de ne démarrer une étude qu'une fois le financement requis est assuré afin qu'il soit en mesure d'entreprendre celle-ci dans son intégralité.

76. Le Comité a rappelé la nécessité pour les deux Secrétariats de la CEPGL et du MULPOC d'instaurer une plus large concertation et a demandé à ce que l'étude soit transmise au SEP/CEPGL pour compilation et mise à la disposition de ceux qui entreprendront l'étude de factibilité.

(b) Etude de factibilité sur la production intensive et la commercialisation du maïs dans les pays de la CEPGL
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/08)

77. Le Secrétariat a présenté ce document en précisant que le maïs est la première céréale produite et consommée dans les pays de la CEPGL.

78. Le contenu de l'étude comprend trois parties principales :

- (i) la production du maïs dans les pays de la CEPGL,
- (ii) la commercialisation du maïs dans les pays de la sous-région, et enfin,
- (iii) une proposition de création d'un réseau sous-régional de recherche/développement sur le maïs.

79. Concernant la production du maïs, l'étude a identifié les différentes zones de culture et les variétés de maïs cultivées en fonction de l'altitude, analysé les possibilités de spécialisation régionale en fonction de la qualité des sols et des facteurs climatiques, dégagé les contraintes à la spécialisation, identifié les structures de recherche, de production et de diffusion de semences et de vulgarisation agricole. L'étude constate que le matériel végétal cultivé diffère d'un pays à l'autre même entre zones écologiques similaires, que les travaux des institutions de recherche, de multiplication et de diffusion de semences et de vulgarisation de méthodes culturales se limitent au plan national. Il s'en suit qu'à l'échelon sous-régional il n'y a encore d'échange, ni de matériel semencier, ni d'expériences en méthodes de cultures et système d'exploitation. Pour pallier cette lacune, l'étude propose la création d'un réseau sous-régional de recherche/développement sur le maïs.

80. Des estimations de besoins en semences performantes, la définition des conditions d'échange de variétés performantes entre zones écologiques similaires et l'évaluation des moyens tant humains que matériels à mettre en oeuvre pour la production et la diffusion de semences améliorées de maïs ont été circonscrites.

81. L'étude identifie ensuite les circuits de commercialisation existant dans la sous-région et fait une estimation des besoins de la sous-région en maïs. Il ressort que la CEPGL est importatrice nette de maïs alors qu'elle pourrait produire plus que ses besoins.

82. L'étude propose, afin que la sous-région soit au moins autosuffisante en maïs avant la fin de la décennie, de créer dans le cadre de l'institut communautaire de recherche agronomique (IRAZ), un réseau de recherche/développement qui coordonnera et animera les activités de recherche, de production, multiplication et diffusion de semences améliorées, de vulgarisation des semences performantes et de méthodes culturales appropriées.

83. En analysant ce document, le Comité de Suivi a débattu des questions sur l'importance du réseau de recherche/développement sur le maïs. Il a toutefois confronté sur les implications financières requises pour la mise en place de la structure proposée dans l'étude. Le Comité s'est efforcé d'analyser différentes formules pouvant résoudre ce dilemme. La solution consistant à faire assumer à l'IRAZ le rôle de coordination du projet sans recourir à une structure spécifique a retenu l'attention du Comité qui s'est demandé toutefois si cette approche est possible, considération prise de la structure actuelle de l'IRAZ. Le Secrétariat qui sera chargé de s'en assurer a signalé qu'à sa connaissance l'IRAZ ne dispose pas pour le moment de spécialiste en maïs et il serait de ce fait souhaitable pour ne pas retarder davantage l'exécution du projet de démarrer avec le noyau de trois personnes proposé dans l'étude.

84. Après échanges de vue, le Comité ayant apprécié la qualité de l'étude, a estimé que la recommandation visant à créer un réseau sous-régional de recherche/développement sur le maïs soit soutenue et qu'il s'avère aussi nécessaire de rechercher des solutions à des projets similaires intéressant d'autres cultures. Le Comité a soutenu la mise en place d'une structure légère et souple au niveau de l'IRAZ. Si le financement demandé pour la réalisation du projet était entièrement obtenu, cette solution permettrait d'en économiser une partie afin de servir au réseau, pour appuyer les institutions nationales dans leurs activités de recherche/développement sur le maïs.

85. Le Comité a fait siennes les recommandations de l'étude et a demandé au Secrétariat de la transmettre à l'IRAZ par le biais du SEP/CEPGL pour examen plus approfondi de la solution préconisée.

(c) Rapport sur les besoins en matière de formation dans le domaine de la planification et de l'élaboration des politiques de développement agricole
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/02/42)

86. En introduisant ce document, le Secrétariat a signalé qu'il s'agit d'une étude inscrite au programme de travail du MULPOC et réalisée par la division substantive de la CEA dans le cadre du biennal 1990-1991.

87. Le rapport examine d'abord les pratiques en matière de planification et d'élaboration de la politique agricole, de formulation et exécution de programmes et politiques de développement agricole avant d'analyser les possibilités actuelles et les besoins en formation. L'étude prospecte ensuite les perspectives de coopération inter-Etats, dégage des conclusions et formule des recommandations.

88. A l'examen de ce rapport, le Comité de Suivi a émis des réserves sur de nombreuses affirmations tendancieuses et non justifiées qu'il a relevées dans de nombreux passages de l'étude. D'autre part, certaines recommandations formulées, en particulier celle relative à utiliser l'Université de Mudende plutôt que les facilités existantes dans les trois Etats de la CEPGL, ne découlent généralement pas d'une analyse sérieuse de la situation. Le Comité estime que d'une façon globale, le contenu de l'étude est à revoir.

(d) Rapport sur la promotion des institutions et services d'appui en vue de renforcer la capacité des femmes agriculteurs afin de leur permettre d'améliorer leur productivité et d'accroître la production alimentaire
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/46)

89. Présentant ce document, le Secrétariat a rappelé que cette étude a été réalisée par la Division substantive concernée de la CEA et répond à une activité du programme de travail du MULPOC/CEA pour la période 1990-1991.

90. L'étude identifie les contraintes rencontrées par les femmes en matière d'accès aux institutions et services d'appui. Elle constate que, malgré le fait que la population féminine, majoritaire dans les trois pays, participe aux activités agricoles à concurrence de 94 %, plusieurs obstacles freinent encore l'accès des femmes aux facteurs de production et aux institutions et services d'appui.

En effet, la femme n'hérite pas de la terre alors que c'est elle qui la travaille, elle n'a pas de facilité d'accès au crédit, souffre de l'utilisation de technologies rudimentaires de transformation de stockage et de conservation de denrées alimentaires et d'outillage agricole peu performant et d'insuffisance de vulgarisation de méthodes culturales appropriées. La femme souffre également et surtout de l'insuffisance de formation.

91. L'étude propose des mesures de suppression ou réduction de ces contraintes et formule des recommandations à l'intention des décideurs de la sous-région.

92. Le Comité a trouvé le document intéressant. Il a cependant estimé que l'insuffisance de la formation constitue la principale raison du faible accès de la femme aux facteurs de production. Elle doit donc en premier lieu bénéficier d'une formation appropriée.

93. Le Comité de Suivi a estimé que le document peut être soumis aux prochaines réunions des organes directeurs du MULPOC.

(e) Rapport sur l'identification de programmes et projets propres à promouvoir et à renforcer une coopération multinationale en matière de développement de l'alimentation et de l'agriculture au sein des pays membres du MULPOC de Gisenyi ou Communauté des Pays des Grands Lacs (CEPGL)
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/47)

94. Le Secrétariat a présenté ce rapport qui fournit dans un premier chapitre des informations générales sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans les pays de la CEPGL. Le rapport constate que bien que les économies des pays membres de la CEPGL soient tributaires du secteur agricole, celui-ci rencontre beaucoup d'obstacles à son développement, notamment un faible niveau de productivité, une insuffisance d'encadrement des agriculteurs, un faible recours aux intrants, une insuffisance de crédit agricole et un faible taux de transformation des produits agricoles.

95. Pour résoudre quelques uns de ces problèmes, le rapport propose un certain nombre de projets à mener en coopération.

96. Après présentation de ce document, le Comité a émis des observations sur son contenu. Les observations émises par le Comité sur ce document portent d'une part sur les projets présentés, lesquels sont à la fois trop vagues et ambitieux et les programmes proposés dont certains sont déjà en cours de mise en oeuvre à l'échelon national, d'autre part, le plan quinquennal de l'IRAZ comprend un certain nombre de projets déjà approuvés par les autorités compétentes en vue de la promotion de la coopération des pays membres en matière agricole.

97. Le Comité de Suivi a demandé que le document soit amélioré en identifiant des projets qui puissent réellement promouvoir la coopération multinationale en matière d'agriculture et alimentation et en tenant compte des programmes identifiés et déjà mis en oeuvre par l'IRAZ.

(f) Rapport sur l'utilisation des aliments non conventionnels
dans les pays membres de la CEPGL
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/48)

98. Le Secrétariat a introduit ce rapport qui, dès le départ, constate qu'une partie importante de la population mondiale souffre de malnutrition alors qu'il existe des potentialités pour la nourrir. Les causes de malnutrition sont complexes et pluridimensionnelles. Dans son premier chapitre, le rapport examine la situation nutritionnelle et alimentaire des pays de la CEPGL; dans un deuxième chapitre sont appréhendés les facteurs qui influent sur leur alimentation tels que tabous et interdits alimentaires. Le rapport identifie ensuite quelques produits dits "non conventionnels" consommés dans les pays de la CEPGL et tire les conclusions que (i) les variations saisonnières dans l'approvisionnement alimentaire contribuent au taux élevé de malnutrition et de mortalité infantile dans la sous-région où les carences en protéines animales et en lipides sont très marquées, (ii) les aliments d'origine animale ne sont pas toujours disponibles et font partie des produits alimentaires les plus chers, (iii) les produits de cueillette et de chasse font partie de la consommation de beaucoup de ménages.

99. L'étude recommande :

- (i) que toute initiative de développement de production alimentaire, surtout de produits animaux, tienne compte des coutumes et interdits alimentaires;
- (ii) de mener une étude approfondie sur les habitudes alimentaires et sur un inventaire de la faune et flore sauvage existant dans le pays;
- (iii) d'organiser un séminaire d'échange d'informations et d'expériences sur l'utilisation des aliments non conventionnels.

100. Le Comité a relevé que certaines informations sur le Burundi et le Rwanda concernant les aliments non conventionnels ne figurent pas dans l'étude.

101. Toutefois, il a apprécié la qualité du rapport et a souhaité que l'étude puisse se poursuivre pour explorer d'autres ressources alimentaires non conventionnelles. Certains des aspects relatifs en particulier à l'environnement et au rôle de la femme dans la préparation de ces aliments devraient être pris en compte. Le Comité a jugé utile de recommander aussi l'organisation d'un séminaire d'information et de sensibilisation de femmes sur l'exploitation des ressources alimentaires non conventionnelles.

102. Le document pourra être soumis aux prochaines assises des organes directeurs du MULPOC.

(g) Rapport intérimaire sur la fourniture d'équipement de laboratoires agricoles de l'IRAZ
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/09)

103. En présentant le rapport intérimaire, le Secrétariat a rappelé que l'identification des besoins de l'IRAZ en équipement et matériels de laboratoires agricoles avait été réalisée en 1984. En 1988, l'IRAZ et le MULPOC ont fait le tri d'équipements prioritaires à proposer au financement du PNUD et ont identifié les fournisseurs potentiels. Cependant le projet soumis au PNUD n'a pas encore abouti et l'IRAZ s'est adressé à la FAO pour qu'elle envisage son assistance en ce domaine. L'IRAZ et la FAO ont élaboré un document de projet d'assistance incluant l'appui aux laboratoires. La recherche de financement se poursuit.

104. Le Comité de Suivi a pris note de l'information.

INDUSTRIE

(Point 8.2. de l'ordre du jour)

105. Les activités du secteur de l'industrie inscrites à ce point de l'ordre du jour comprennent :

- (i) l'étude de faisabilité du complexe d'industries forestières intégrées de la CEPGL;
- (ii) le rapport de la première réunion consultative des producteurs potentiels de petits équipements et machines agricoles;
- (iii) l'étude sur la production d'objets en plastique;
- (iv) l'étude sur la possibilité de produire des articles en papier;
- (v) l'étude d'opportunité en vue de la création d'une aciérie au sein de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC);
- (vi) l'étude en vue de la création d'une usine communautaire de céramique; et,
- (vii) le rapport intérimaire relatif à l'état d'avancement de l'étude de faisabilité pour extension et/ou la diversification de la production de l'unité communautaire de matériels agricoles.

(a) Etude de faisabilité du complexe d'industries forestières intégrées de la CEPGL

(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/13a-b-c-d-e-f)

106. En présentant ces documents, le Secrétariat a d'abord informé le Comité que tous ces documents, y compris l'étude de marché des produits forestiers dans la sous-région de la CEPGL, ont été élaborés pour constituer le dossier de la demande exigée par les autorités zaïroises pour qu'elles accordent, par lettre d'intention, une garantie d'approvisionnement en matière ligneuse indispensable à l'implantation d'une industrie de transformation du bois.

107. L'étude de marché a été réalisée en 1986 et examinée et approuvée par les organes directeurs du MULPOC au mois de mars 1987.

(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/X/13).

108. L'inventaire d'allocation forestière de Wanie-Rukula (Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/13a) a été exécuté en 1987 et couvre 384236 Ha dont 31877 sont productifs et accessibles. L'étude révèle que cette superficie productive peut donner un volume total brut de 32 millions de m³ de fûts dont 18.9 millions m³ d'essences intéressantes. Ce volume est largement suffisant étant donné que les besoins annuels du CIFI ne dépasseront pas 120.000 m³ à sa capacité de croisière, correspondant à une durée d'exploitation de 100 ans largement supérieure à la période de régénération de la forêt qui est de l'ordre de 20 ans.

109. Cet inventaire a été suivi, en 1988, par une étude d'organisation de l'exploitation forestière et de détermination des coûts pour l'approvisionnement du bois de l'unité industrielle (Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/13b). Ce volet a analysé le potentiel forestier disponible, déterminé les superficies nécessaires à l'approvisionnement de l'unité, étudié l'organisation et le processus de l'exploitation ainsi que la structure d'organisation et les besoins en personnels et évalué les investissements et le prix de revient du m³ de grume rendu à l'emplacement de l'usine.

110. Ces différents volets ont servi à l'élaboration du rapport de l'étude de l'unité industrielle en vue de l'implantation de lignes de production de sciages, de contreplaqués et de lattes (Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/13c). Cette partie de l'étude analyse les besoins en grumes et les rendements matières, identifie les besoins en personnels, définit les produits, estime la production et programme l'échéancier des travaux de construction d'usine. L'usine envisagée produira annuellement 15.000 m³ de sciages, 11.000 m³ de contreplaqués et 4.000 m³ de lattes.

111. Tous les volets précédents de l'étude ont servi de base à l'élaboration d'une analyse financière du projet (Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/13d) qui laisse présager certaines inquiétudes concernant les facilités de transport jusqu'aux points d'approvisionnement et de distribution de produits, la rentabilité de l'investissement sur 5 ans et l'absence d'opérations susceptibles de procurer des devises.

112. Après cette analyse financière, il a été possible de composer le dossier de la demande (Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/13e) qui reprend tous les points exigés par la décision relative à la garantie d'approvisionnement en matière ligneuse.

113. Le Secrétariat a mentionné qu'après réception de ces documents, une réunion tripartite groupant le SEP/CEPGL, le Secrétariat du MULPOC et la FAO/consultant, a eu lieu à Gisenyi en janvier 1990 (Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/13f) et a formulé des observations sur le contenu des documents. Ces observations ont été transmises à la FAO pour amélioration de ces documents en particulier celui portant sur l'analyse financière.

114. Le Comité a émis sur ces études des observations concernant notamment la conclusion de l'étude financière qui fait douter de la rentabilité du projet. Pour l'aspect ayant trait aux transports à partir de Kisangani vers Kinshasa, Bukavu et Goma, il est reconnu que des problèmes existent mais la construction de la route vers Goma et Bukavu sera terminée au moment de la production de l'usine. D'autre part, l'aménagement du bief Kisangani-Kinshasa est sous examen en vue d'améliorer en particulier par dragage les conditions de navigation sur cet axe fluvial.

115. Le Comité a fait siennes les observations de la réunion tripartite évoquée ci-dessus et a demandé que l'analyse financière soit revue en présentant plusieurs scénarios dégageant la rentabilité du projet notamment par l'augmentation de la contribution des promoteurs (jusqu'à 6-8 millions de dollars par exemple) en vue de diminuer les emprunts, l'acquisition d'emprunts à des taux d'intérêts moins élevés, l'acquisition des équipements et machines moins onéreux pour réduire les investissements, etc...

116. Quant au suivi du projet, il a été décidé qu'une fois corrigée conformément aux orientations données, l'étude sera transmise par le Secrétariat du MULPOC au SEP/CEPGL qui en assurera le suivi. Le MULPOC en fera rapport aux prochaines assises de ses organes directeurs.

(b) Rapport de la première réunion consultative des producteurs potentiels de petits équipements et machines agricoles dans les pays de la CEPGL

(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/11)

117. Le Secrétariat a présenté le rapport de la première réunion consultative des producteurs potentiels de petits équipements et machines agricoles dans les pays de la CEPGL.

Il a informé le Comité que cette réunion s'est tenue à Gisenyi du 28 au 30 septembre 1989 dans le cadre de la recherche des solutions et des moyens adaptés, capables de favoriser l'amélioration de la technologie traditionnelle, à savoir : l'introduction d'une mécanisation simple et économique. Il a indiqué que la première réunion consultative a partagé des expériences des pays membres de la CEPGL et de la République de l'Inde dans les domaines de production de petits équipements et matériels agricoles. Les conclusions de la première réunion consultative ont porté sur l'importance constatée de l'utilisation de la traction animale, sur une large utilisation des outils à mains dans les pays membres de la CEPGL, sur la pratique de la culture motorisée au Zaïre et sur la promotion de la mécanisation légère pour les opérations post-récoltes. Il a informé le Comité des recommandations formulées par la première réunion consultative portant sur la création d'un centre sous-régional de recherche pour le petit outillage et la mécanisation ou la régionalisation d'un des centres nationaux existants, sur la création des comités consultatifs au niveau national et sous-régional et sur l'élaboration d'études relatives à la fiscalité en tenant compte des pays limitrophes notamment l'Ouganda, le Kenya, la Zambie, la Tanzanie et le Malawi; au flux des équipements et machines agricoles à l'intérieur et à l'extérieur de la CEPGL; à la disponibilité des matières premières. L'organisation d'une exposition sous-régionale pour l'échange d'idées et d'expériences en matière de production de petits équipements et machines agricoles ainsi que l'établissement d'une fiche d'information des équipements et machines agricoles dans la sous-région ont été aussi recommandés.

118. A l'examen de ce rapport, le Comité de Suivi a fait remarquer que la recommandation relative à la création d'un centre sous-régional de recherche pour le petit outillage et la mécanisation agricole entraîne des implications financières. Il a proposé l'établissement, dans un premier temps, d'un mécanisme d'échange d'informations.

119. Concernant l'organisation des réunions consultatives, il estime que ces réunions devraient s'étendre sur d'autres sous-secteurs de production. Toutefois, les problèmes de prolifération des réunions ont été évoqués. Le Comité a demandé au Secrétariat du MULPOC de faire part aux experts qui participent à ses réunions les implications qui peuvent découler de la création de différents mécanismes. A l'instar des comités consultatifs nationaux proposés, toute proposition de création d'un mécanisme quelconque devrait être chiffrée pour éclaircir les décideurs.

120. La réunion du Comité de Suivi a pris bonne note du rapport de la première réunion consultative des producteurs potentiels de petits équipements et machines agricoles dans les pays de la CEPGL.

(c) Etude sur la production d'objets en plastique
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/14)

121. En introduisant ce document, le Secrétariat a souligné que, malgré le manque de matières plastiques locales, les pays membres de la CEPGL disposent de quelques unités de fabrication d'objets en plastique. Il a mentionné que le Burundi s'intéresse actuellement à la fabrication d'articles de ménage en mélamine qui est une résine plastique à base des charges organiques et minérales et qui constitue la matière première pour la fabrication d'une gamme de produits tels que des assiettes, plateaux, bols, tasses et sous-tasses, plats de service de table, etc... S'agissant du Rwanda, il a indiqué que la République Rwandaise dispose de cinq usines de fabrication d'objets en plastique et d'une fabrique de la mousse en polyuréthane flexible. Deux de ces usines se spécialisent en fabrication des PVC tandis que les autres fabriquent une diversité d'objets en plastique. La consommation du Rwanda étant évaluée à 53 millions de pièces, soit 134.440 kgs de sachets et sacs à bretelles en polyéthylène en 1989, le Rwanda se propose d'installer une usine de fabrication de sachets et sacs à bretelles en polyéthylène haute densité de dimension standard, d'une capacité de 102.375 kgs.

122. En ce qui concerne le Zaïre, le Secrétariat a informé le Comité que l'industrie zaïroise de production d'objets en plastique a été créée vers les années 50. Jusqu'à présent, elle dépend entièrement des importations pour assurer son approvisionnement en matières plastiques. Sur les 14 usines de fabrication d'objets en plastique, onze produisent plus de 95 % d'objets en plastique de la République du Zaïre.

123. Le Secrétariat a précisé que les matières premières utilisées pour la fabrication d'objets en plastique dans les pays de la CEPGL sont importées. Il s'agit en particulier des matières plastiques thermodurcissables, thermoplastiques, mélamine, etc... L'idée d'implanter une unité de synthèse des polymères plastiques à partir du gaz méthane étant liée à l'exploitation industrielle de ce gaz, il a été suggéré de mener une étude de faisabilité sur la possibilité d'installer des unités de synthèse des polymères plastiques.

124. Après cette présentation, la délégation burundaise a fait remarquer que l'étude telle qu'elle est présentée s'oriente vers la substitution des produits plastiques en plastique importé. Le Burundi disposant d'une gamme de produits en plastique sur le marché, l'étude devrait analyser ces produits, catégorie par catégorie, et se référer au nouveau code des investissements du Burundi qui prend en considération la comparaison entre le prix CAF et le prix de revient pour analyser la rentabilité d'un nouveau produit sur le marché. Cette approche est à considérer pour chercher à vérifier les conditions de rentabilité des produits en plastique sur le marché de la sous-région de la CEPGL ou en dehors de la CEPGL.

125. Le Comité s'est demandé si cette étude d'identification débouchera sur l'étude de faisabilité tel qu'il ressort dans le programme de travail du MULPOC. S'agissant de l'analyse de rentabilité des produits en mélamine de fabrication locale sur le marché burundais, le Secrétariat a indiqué que les chiffres seront vérifiés en tenant compte des éléments de comparaison prévus dans le nouveau code des investissements du Burundi. Quant à la poursuite de l'étude de faisabilité, le Secrétariat a informé le Comité de la non disponibilité de financement au cours du biennal 1990-1991. Toutefois, il a proposé de l'inscrire à son programme de travail pendant la période biennale 1992-1993.

126. Le Comité a pris bonne note de l'étude d'identification et a demandé au Secrétariat du MULPOC d'examiner la possibilité de poursuivre l'étude de faisabilité pendant la période biennale 1992-1993.

(d) Etude sur la possibilité de produire des articles en papier
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/15)

127. En présentant ce document, le Secrétariat a signalé que la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs ne dispose pas d'industrie forestière pour la fabrication du papier kraft, matière première de base pour la fabrication des articles en papier. Le papier kraft dispose de propriétés de dureté et de durabilité variable en fonction de son grammage allant de 50 à 225 gr/m² selon la solidité recherchée. Il s'agit plus précisément du papier ondulé caractérisé par sa résistance mécanique à l'écrasement, acquise grâce à la qualité et à la composition des matières premières utilisées; les différents types de papier kraft les plus usuels sont : le carton ondulé à simple face (2 plis), le carton ondulé à double face (3 plis ou 5 plis). Il a indiqué en outre qu'il est possible de fabriquer des articles en papier non seulement à base de papier kraft importé, mais aussi à partir des déchets ou de vieux papiers de récupération. Par manque de matières premières, les papiers d'emballage, les manuels et cahiers scolaires, les papiers pour impressions de journaux et revues, les papiers hygiéniques, les papiers pour sacs de ciment ou sacs de grande contenance pour usage divers sont en grande majorité importés dans les pays membres de la Communauté. Le Secrétariat estime que la diversification de l'industrie du papier devrait s'orienter vers la production locale des matières premières. L'idéal serait de créer une usine de pâte à papier pour un développement rapide de cette industrie papetière dans la Communauté. Mais les investissements pour la constitution d'une usine de pâte à papier sont considérables et sont souvent supérieurs à 25 millions de dollars pour une usine dont la capacité ne dépasse pas 20.000 tonnes/an.

128. L'ampleur des investissements nécessaires, l'existence d'un marché suffisant et les problèmes techniques à résoudre imposent un développement communautaire intégré de l'usine de pâte à papier au niveau de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale. Il est donc recommandé de mener une étude de faisabilité pour la création d'une usine de pâte à papier de la CEEAC.

129. Au cours des débats, le Comité a soulevé la question de savoir s'il était possible d'installer une unité de production de pâte à papier à petite échelle.

Il a demandé également au Secrétariat d'informer les participants s'il existait dans la Communauté une matière première autre que le bois pour fabriquer le papier kraft. Le Comité a jugé opportun que soit inclus dans l'étude un paragraphe sur le procédé technologique d'obtention à partir de la pâte à papier, du papier kraft servant de matière première pour la fabrication des articles en papier.

130. Le Secrétariat a indiqué qu'il n'était pas impossible d'installer des unités de production de pâte à papier à petite échelle, mais à condition que les produits en papier de ces unités soient compétitifs sur le marché. S'agissant de matière première autre que le bois, le Secrétariat a précisé que la Communauté dispose de matières premières qui étaient utilisées autrefois par l'Egypte antique et la Chine, à savoir : les tiges de papyrus, le liber, le chanvre et les chiffons textiles.

Il y a lieu cependant de vérifier la disponibilité en quantité suffisante de ces matières premières. D'autre part, les unités fonctionnant à base de ces matières premières seront moins rentables comparées à l'industrie à base forestière comptant parmi les principales industries qui offrent actuellement les matières premières à l'industrie de la pâte à papier.

131. Le Secrétariat a précisé aussi que la partie relative au procédé technologique pour l'obtention du papier kraft, sera incluse dans le document.

132. Après ces débats, le Comité de Suivi a pris bonne note du document et a demandé l'inscription de l'étude de faisabilité recommandée au biennal 1992-1993.

(e) Etude d'opportunité en vue de la création d'une aciérie
au sein de la Communauté Economique des Etats d'Afrique
Centrale (CEEAC).

(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/16)

133. En présentant cette étude, le Secrétariat a précisé qu'elle a pour objectif de réfléchir sur l'opportunité de promouvoir un développement intégré de l'industrie sidérurgique, en utilisant les technologies existantes, les matières premières locales et l'énergie disponible dans le cadre de la CEEAC. Il a rappelé que sauf au Zaïre, l'industrie sidérurgique nationale n'a pas connu jusqu'à présent un important développement dans les autres pays membres de la CEEAC.

134. Le laminoir de Solado au Cameroun mis en place en 1972, faisant partie de la Société Camerounaise de métallurgie est une propriété française. Sa capacité installée est de 40.000 tonnes/an et il tourne à 80 %. Il comporte un four de chauffage et deux laminoirs et produit surtout des ronds et du fer à béton lisse, à haute adhérence et d'un diamètre de 6 à 20 mm. Le laminoir utilise les billettes importées et la totalité de sa production est absorbée par le marché intérieur.

135. L'usine sidérurgique de Maluku au Zaïre a été conçue pour produire 250.000 tonnes/an de produits sidérurgiques. Elle comprend : une aciérie et un laminage à chaud d'une capacité annuelle de 100.000 tonnes/an, un train de laminage à froid d'une capacité de 150.000 tonnes par an et un atelier d'entretien, d'installations d'adduction d'eau et d'approvisionnement en énergie. Elle est desservie par de bonnes voies de transport par route et par fleuve.

136. Cette usine sidérurgique fabrique l'acier à béton, les produits laminés, le fil-machine, les tôles laminées à froid, les bobines, les pièces en T en nagle droit, les aciers plats, les profilés, etc... Ces produits sont écoulés rapidement sur le marché zaïrois et consommés dans la construction des navires ou d'embarcations fluviales, la fabrication des clous, des fils de fer barbelés, du treillis, du grillage, des tubes, des charpentes et autres structures en métal, des réservoirs des tourelles, des échaffaudages, des palettes, des échelles, des électrodes de soudage, etc...

137. L'étude estime que la consommation totale de produits sidérurgiques (produits laminés ou formés à chaud et/ou à froid) dans la sous-région de la CEEAC est d'environ 244.000 tonnes, dont 46,52 % sont consommés par le Zaïre. La proportion de la demande à satisfaire en l'an 2000 par l'usine sidérurgique de Maluku peut être estimée à 23,8 % du marché sous-régional CEEAC de l'acier si l'on se réfère à la croissance moyenne de la part de l'acier dans le PIB, et dans l'hypothèse que l'usine sidérurgique de Maluku ne sera pas développée.

138. Le minerai de fer d'une teneur de 60 à 70 % est disponible dans la sous-région de l'Afrique Centrale. En ce qui concerne la demande de charbon, l'offre de houille grasse convenant aux fours à réduction directe est d'environ 750 millions de tonnes au Zaïre.

139. La demande sous-régionale de ferro-manganèse pourra varier en l'an 2000 entre 14.000 et 19.000 tonnes par an.

140. Enfin, la régionalisation de la sidérurgie de Maluku pourra permettre de promouvoir un développement intégré du sous-secteur métallurgique dans la CEEAC.

141. Après cette présentation, la délégation zaïroise a tenu à préciser que les investissements consentis concernaient seulement une capacité réduite. Actuellement le Conseil Exécutif a approché plusieurs bailleurs de fonds. Cependant pour rendre l'unité rentable, il faudra couvrir tous les pays de la CEEAC. Ce projet pourrait être mené en deux phases. La première consisterait à récolter les mitrailles de la CEEAC. La deuxième s'orienterait vers l'exploitation des minerais de fer de la sous-région.

142. Le Comité s'est informé des modalités de transmission du dossier à la CEEAC. Le représentant du SEP/CEPGL a précisé que le principe de cette transmission a été déjà acquis au cours des précédentes réunions des Commissions Techniques Spécialisées de la CEPGL (CTS). Il a signalé que le MULPOC pourrait transmettre les termes de référence à la CEEAC après les avoir adaptés à l'usine sidérurgique de Maluku qui répondra aux besoins de la CEPGL en matière d'aciérie.

(f) Etude en vue de la création d'une usine communautaire de céramique
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/17)

143. Le Secrétariat a introduit ce document. Il a spécifié que les trois pays développent depuis longtemps la fabrication artisanale des articles tels que la poterie, la céramique usuelle (articles de ménage, etc...), tandis que la céramique pour la construction comme les tuiles, les hourdis, les cache-poutrelle, carreaux pavés et dalles de pavement ou de revêtement reste toujours importée.

144. Après avoir informé la réunion des efforts entrepris par chaque pays de la Communauté pour développer l'industrie nationale de céramique, le Secrétariat a proposé deux approches possibles pour le développement de l'industrie céramique au niveau de la Communauté, consistant en l'installation des unités nationales spécialisées dont le programme de production

tient compte de la demande du marché de la Communauté ou en l'installation d'un complexe communautaire intégré de céramique capable de concentrer les différentes lignes de fabrication ci-après : (i) ligne de fabrication des carreaux et dalles de pavement des sols et revêtement des murs; (ii) ligne de fabrication de la vaisselle; (iii) ligne de fabrication d'objets d'art (décoratifs) et sanitaires.

145. Après cette présentation, le représentant du SEP/CEPGL a informé le Comité que le Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat de la CEPGL a analysé une étude similaire et a adopté les termes de référence d'une étude de faisabilité y relative à entreprendre et devant prendre en considération les unités existantes, la poursuite des actions déjà initiées et des études en cours au niveau des Etats membres respectifs.

146. Le Comité a pris bonne note de cette information et a demandé à ce que l'étude soit poursuivie par le SEP/CEPGL.

(g) Rapport intérimaire relatif à l'état d'avancement de l'étude de faisabilité pour l'extension et/ou la diversification de la production de l'unité communautaire des matériels agricoles
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/12)

147. En introduisant cette étude, le Secrétariat a indiqué que l'étude devrait dégager les étapes de réalisation du programme de coopération sous-régionale dans le domaine du matériel agricole et étudier surtout : la formation d'une politique de coopération industrielle, l'introduction ou le développement de la culture attelée, l'introduction d'une production d'un petit matériel agricole moderne plus performant, la diffusion du système de culture motorisée et l'intégration industrielle horizontale et verticale au niveau de la sous-région de la CEPGL. Il a informé le Comité de Suivi que l'étude n'a pas été exécutée, faute de financement.

148. Après cette présentation, le Comité a fait remarquer que certaines activités incluses dans les termes de référence, telles que l'identification des unités de production de matériels agricoles existantes dans les pays de la CEPGL étaient déjà exécutées.

149. Le Comité a demandé si l'unité communautaire de matériels agricoles était déjà opérationnelle. La délégation rwandaise a précisé que, si l'unité est effectivement opérationnelle, les problèmes se posent sur l'écoulement des produits. Il a été indiqué qu'il fallait diversifier la production sous réserve de rentabilité de la chaîne de production à mettre en place en conséquence au niveau de l'unité communautaire.

150. La réunion du Comité a pris bonne note du document et a recommandé que l'étude soit inscrite dans le programme du biennal 1992-1993.

ENERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

(Point 8.3. de l'ordre du jour)

151. Les activités inscrites à ce point de l'ordre du jour comprennent :

- (i) l'étude relative aux coûts de conversion au charbon des équipements de certains utilisateurs potentiels;
 - (ii) le rapport intérimaire sur l'élaboration du Plan Directeur de Développement de l'énergie dans les pays de la CEPGL;
 - (iii) l'étude sur les possibilités d'interconnexion des réseaux électriques des Etats voisins membres de la CEPGL; et,
 - (iv) le rapport sur les possibilités de fabrication locale de matériel électrique et de pièces composant ledit matériel qui servirait à l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables dans la sous-région de la CEPGL.
- (a) Etude relative aux coûts de conversion au charbon des équipements de certains utilisateurs potentiels

152. En faisant le point sur la situation de ce projet, le Secrétariat a signalé qu'il avait informé le Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat lors de sa onzième réunion tenue à Gisenyi du 26 au 28 février 1989 de la non-exécution de l'étude par manque de financement.

153. Cependant, le Secrétariat, ne disposant pas toujours de ressources financières pour cette étude, a entrepris une étude de nature à éclairer les décideurs pour la poursuite de ce projet.

154. Le Secrétariat a signalé que l'étude comprend essentiellement :

- (i) l'identification des utilisateurs potentiels du charbon dans la sous-région;
- (ii) l'estimation du prix de revient et les contraintes liées à l'utilisation d'énergie d'origine charbonnière;
- (iii) les conclusions et recommandations.

155. Au niveau de l'identification, le Secrétariat a relevé au Burundi, deux consommateurs qui sont COTEBU et la future usine de nickel; au Rwanda : deux consommateurs, à savoir : la fonderie d'Etain et la Cimenterie de Mashyuza, et, au Zaïre, quatre consommateurs, à savoir : la Cimenterie de Kabimba, la Cimenterie de Katana, Filtisaf de Kalemie et le Projet de distillation du charbon de Kalemie.

156. Le prix de revient de l'énergie d'origine charbonnière pour usage industriel est de 25 à 40 % inférieur à celui de l'énergie d'origine pétrolière.

157. Des contraintes au niveau de l'exploitation de l'utilisation du charbon subsistent cependant. On citera notamment : la localisation géographique des dépôts carbonifères, la lourdeur des procédures et les investissements nécessaires pour aménager et exploiter les gisements, assurer le transfert du combustible sur les lieux d'utilisation.

158. L'exploitation à ciel ouvert ou en galeries souterraines nécessite des investissements variant de 15.000 à 60.000 US \$ par tonne extraite. Le seuil de production en dessous duquel la rentabilité ne serait plus assurée, de l'ordre de 1.500 tonnes/jour, exige ainsi un investissement d'au moins 25 millions de dollars dont la part en devises est assez élevée. D'autre part, un long délai sépare les premières expertises géologiques de la mise en exploitation en cas de conclusions positives.

159. L'étude montre l'existence de consommateurs potentiels du charbon. Les réserves en charbon sont très importantes (750 millions de tonnes).

160. Après les traitements d'usage, le charbon de Kalemie conviendrait à l'utilisation. Plusieurs techniques sont déjà mises au point et offrent des perspectives de commercialisation, parmi lesquelles existent des techniques avancées de nettoyage de charbon. Le nettoyage vise principalement à supprimer les cendres et le soufre tout en assurant une récupération maximale du contenu calorifique. Le charbon de Kalemie n'est pas métallurgique et son utilisation convient très bien dans les cimenteries, les industries pétrochimiques et dans les ménages après nettoyage. L'étude propose ainsi de réorienter le projet vers l'usage domestique et ensuite vers l'usage industriel.

162. Il est proposé dans ce contexte que le projet soit entrepris en deux étapes. La première consisterait à examiner les aspects techniques relatifs à l'adaptabilité de la technologie de fabrication du semi-coke, aux caractéristiques du charbon de la sous-région de la CEPGL et à la technologie de fabrication du coke moulé. La deuxième étape concernerait une étude de marché et de faisabilité.

162. Après présentation, le Comité a émis des observations portant sur le titre du document qui ne semble pas correspondre à son contenu, l'opportunité de compléter par la comparaison des coûts entre les différentes sources d'énergie, la suite à donner à l'étude et le financement nécessaire à la poursuite de l'étude.

163. Concernant le titre du document, le Secrétariat a indiqué que l'intitulé comprenait deux activités : l'identification des utilisateurs potentiels du charbon dans la sous-région et l'évaluation des coûts de conversion au charbon des équipements des utilisateurs retenus. Faute de financement, le Secrétariat n'a pu couvrir que le premier volet qui a permis de constater que le charbon de Kalemie n'est pas indiqué pour certaines utilisations car il n'est pas métallurgique. Par contre, ce charbon, moyennant nettoyage préalable, convient très bien pour les cimenteries, les industries pétrochimiques et les ménages.

164. S'agissant de la comparaison des coûts entre les différentes sources d'énergie, le Secrétariat a souligné que cette activité sera examinée en collaboration avec l'EGL, dans le cadre du Plan Directeur de l'Energie en cours d'élaboration.

165. Après échange de vues et explications du Secrétariat, le Comité de Suivi a demandé d'orienter l'étude sur l'usage domestique et de rechercher le financement nécessaire à son exécution.

(b) Rapport intérimaire sur l'élaboration du Plan Directeur de Développement de l'énergie dans les pays de la CEPGL.
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/21)

166. Le Secrétariat a précisé qu'il s'agit d'une activité répondant à la résolution n° 3 relative à l'interconnexion des réseaux électriques.

167. Il a signalé que cette étude était inscrite dans la programmation du IVe cycle du PNUD 1987-1991. Cependant, le PNUD n'ayant pas retenu ce projet, le Secrétariat a informé le Comité que l'EGL a pu contacter d'autres bailleurs de fonds. C'est ainsi que ce Plan Directeur de l'énergie sera financé par la G.T.Z. et réalisé par l'Institut für Kernenergie system (I.K.E.) de la République Fédérale d'Allemagne.

168. Après cet exposé, le Comité s'est informé sur la prise en compte dans l'étude des plans directeurs nationaux de la dimension culturelle de l'utilisation des énergies nouvelles et de la relation de travail entre le MULPOC et l'EGL.

169. Le Secrétariat et le représentant de l'EGL ont fourni les éléments de réponse sur ces différents points.

170. Le Comité a pris bonne note de l'information ainsi que du processus déjà engagé par l'EGL pour l'élaboration du Plan Directeur de l'énergie.

(c) Etude sur les possibilités d'interconnexion des réseaux électriques des Etats voisins membres de la CEPGL
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/39)

171. Le Secrétariat a précisé qu'il s'agit d'une activité inscrite au programme de travail de la CEA pour la sous-région de la CEPGL.

172. En introduisant ce point, le Secrétariat a relevé les points principaux développés dans l'étude notamment les avantages des interconnexions et la situation actuelle des réseaux électriques interconnectés, elle-même axée sur les questions relatives à l'exploitation de ces réseaux et à leur développement.

173. Au niveau des conclusions et recommandations, l'étude signale les problèmes que pose l'exploitation des réseaux électriques. Ces problèmes sont apparentés au niveau de sélectivité et d'échanges de volume d'énergies et liés à la fois aux puissances naturelles ainsi qu'aux puissances maximales que les lignes peuvent transporter sans causer des perturbations dans des réseaux électriques interconnectés de la CEPGL. Ces facteurs dépendent également et essentiellement des conditions de stabilité statique et dynamique des réseaux en question.

174. La planification et l'exploitation des réseaux électriques interconnectés en évolution ont retenu une attention particulière. L'étude recommande une harmonisation de toutes les données rattachées au développement de ces réseaux en particulier la croissance de la demande d'électricité, les courbes de charges, l'extension des centrales hydro-électriques, les puissances de réserve, le régime de maintenance, la probabilité et l'ampleur des situations d'urgence.

175. L'étude signale également que les interconnexions de la CEPGL pourraient profiter de progrès importants réalisés dans les technologies d'interconnexion tels que les interconnexions et les transports à grandes distances en courant alternatif (technologies de commande, d'automatisation et de calcul améliorés par rapport au transport en courant continu); les interconnexions en courant continu (meilleur réglage de la puissance, coûts plus faibles, transport moins perturbé, amélioration sur le plan de court-circuits, stabilité); les technologies d'automatisation, de commande, de dispatching et de communications propres à améliorer la qualité de l'interconnexion et à simplifier les installations à haute tension.

176. L'étude recommande notamment :

(i) l'exécution d'une étude de fonctionnement des réseaux interconnectés de la CEPGL (stabilité statique et dynamique des réseaux de la CEPGL). Il est suggéré d'inclure dans cette étude toutes les centrales en service et/ou en construction et éventuellement en projet se trouvant dans la CEPGL. Cette étude pourrait être proposée au PNUD pour financement.

(ii) La réunion des Electriciens se tient régulièrement sous les auspices de l'EGL. Ce Comité serait intitulé Groupe d'Experts chargés des problèmes de planification et d'exploitation des réseaux électriques interconnectés de la CEPGL. Ce groupe comprendrait les Experts qui s'occupent de la planification dans les départements et Ministères ayant la politique générale de l'énergie dans leurs attributions au lieu de se limiter aux Experts oeuvrant seulement dans les sociétés nationales chargées de la production, du transport et de la distribution de l'énergie.

(iii) La réalisation d'une étude sur l'utilisation multinationale de l'énergie électrique de l'aménagement hydroélectrique d'Inga (Zaïre). Le financement de cette étude pourrait être soumis au PNUD dans le cadre de son cinquième cycle de programmation 1992-1996.

177. Après présentation du document, le Comité a demandé des éclaircissements relatifs d'une part à la cohérence entre le titre et le contenu du document spécialement en ce qui concerne les pays voisins membres de la CEPGL et pays voisins aux pays de la CEPGL, d'autre part aux rapports de travail entre le MULPOC et l'EGL sur les différents aspects d'interconnexion des réseaux électriques.

178. En réponse à ces questions, le Secrétariat a indiqué que les points principaux développés dans le document concernent plus particulièrement les pays membres de la CEPGL et que les pays voisins à la CEPGL ont été pris en compte pour mieux faire ressortir les avantages que peuvent offrir les systèmes d'interconnexion des réseaux électriques dans les échanges en matière d'énergie.

179. Après ces échanges de vues, le Comité de Suivi a pris bonne note du document et a suggéré que les propositions y relatives pourraient faire l'objet d'un examen approfondi une fois disponible l'étude du Plan Directeur menée par l'EGL.

- (d) Rapport sur les possibilités de fabrication locale de matériel électrique et des pièces et éléments composant ledit matériel qui servirait à l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables dans la sous-région de la CEPGL
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/40)

180. Le Secrétariat a d'abord précisé qu'il s'agit d'une activité prévue dans le programme de travail de la CEA, Division des Ressources Naturelles.

181. Le rapport présenté comprend quatre chapitres importants. Le premier chapitre fait un rappel des principales propriétés des matériaux intervenant dans la construction de matériel et/ou équipements électriques notamment les propriétés physiques, chimiques, mécaniques, métallurgiques, électriques et magnétiques des matériaux; les matériaux utilisés en construction électrique; les différents procédés de mise en oeuvre des matériaux de construction électrique; et, les problèmes généraux dans la construction des matériels et équipements électriques.

182. Le deuxième chapitre identifie des matériels et équipements électriques utilisés dans la CEPGL, tandis que le troisième traite des matières premières des industries d'exploitation minières et manufacturières dans la CEPGL.

183. Le rapport donne également quelques informations sur le développement futur du secteur minier en vue de la production des matériels et équipements électriques dans la CEPGL.

184. Le rapport conclut que les matières premières nécessaires à la fabrication du matériel électrique sont abondantes dans la sous-région et plus particulièrement au Zaïre. Le rapport note également l'inexistence dans la sous-région des industries importantes de fabrication de matériel électrique alors que les industries extractives minières sont concentrées essentiellement dans une région du Zaïre.

185. Quelques unités de production de matériel électrique sont au stade de démarrage dans certains pays de la sous-région et nécessitent un soutien tant politique que financier pour pouvoir écouler leurs produits dans les pays voisins de la CEPGL.

186. Le rapport a mis en évidence l'existence dans la sous-région des matières premières de nature à intervenir dans la construction de matériel électrique et de ses composantes et recommande d'entreprendre une étude de faisabilité pour la fabrication du matériel et/ou équipement électrique ainsi que ses composantes. Cette étude dont les termes de référence sont annexés au document devra couvrir, non seulement les pays de la CEPGL, mais également tous les pays membres de la CEEAC.

187. Le Comité a demandé des éclaircissements relatifs à l'intitulé du document, à la partie de l'étude concernant le matériel agricole, aux graphiques et calculs qui alourdissent le document. Il a spécifié que l'objet de l'étude devrait être clarifié et que son contenu comprendra une partie sur l'inventaire de matériel électrique à fabriquer.

188. Le Secrétariat a souligné que le titre peut être amélioré en supprimant la phrase "qui servirait à l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables".

189. Le Comité a convenu que le document soit amélioré et présenté aux prochaines réunions des organes directeurs du MULPOC en vue d'inscrire le financement des activités de suivi de l'étude dans le cadre du Ve cycle de programmation du PNUD.

COMMERCE ET FINANCES

(Point 8.4. de l'ordre du jour)

Rapport intérimaire sur l'état d'exécution de la deuxième phase de l'étude de marché et structure des prix des produits originaires de la CEPGL (2e phase)

(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/18)

190. En présentant ce rapport, le Secrétariat a rappelé que la première phase de cette étude a donné priorité aux secteurs de textiles, des matériaux de construction et aux produits chimiques. Il a indiqué que la deuxième phase portera sur les secteurs des biens d'équipement, d'emballages, du matériel de transport et tiendra compte des filières recommandées par l'atelier sur le schéma directeur d'industrialisation, qui sont : les produits sidérurgiques, les produits chimiques de base et les filières agro-industries et le tourisme. Il a informé le Comité de la disponibilité du budget qui ne pourra cependant être utilisé qu'après la signature par le PNUD NEW/YORK de la révision mandataire.

191. Après la présentation du document, le Comité a formulé des observations notamment sur l'intitulé du rapport et a convenu de le considérer comme une note d'information plutôt qu'un rapport intérimaire.

192. Après échange de vues, le Comité a pris bonne note de l'information.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

(Point 8.5. de l'ordre du jour)

193. Les activités concernant le secteur des transports et communications comprennent :

- (i) l'étude de faisabilité en vue de la création d'une compagnie aérienne commune de la CEPGL : étude de l'environnement économique et infrastructurel de la Compagnie aérienne commune (volume III);
- (ii) le rapport de la neuvième réunion du Comité Permanent Inter-Compagnies aériennes nationales (COPIC);
- (iii) l'étude sur la création des circuits touristiques intégrés pour les pays de la CEPGL;
- (iv) l'étude sur la création d'un centre de formation hôtelière pour les pays de la CEPGL;
- (v) le rapport sur la stratégie et le programme de travail de la Deuxième Décennie des transports et communications en Afrique;
- (vi) les rapports intérimaires sur l'étude de faisabilité pour la création d'une compagnie commune sur les lacs Kivu et Tanganyika, l'étude de faisabilité sur la conteneurisation et la gestion du fret pour les pays de la CEPGL; l'étude relative à l'actualisation et l'harmonisation des documents postaux, et le rapport sur la poursuite de l'étude de développement de la sécurité de la navigation sur les lacs Kivu et Tanganyika.

(a) Etude de faisabilité en vue de la création d'une compagnie aérienne commune de la CEPGL : étude de l'environnement économique et infrastructurel de la compagnie aérienne commune de la CEPGL

(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/24)

(b) Rapport de la neuvième réunion du COPIC

(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/38)

194. Ces deux documents étant étroitement liés, le Comité a convenu de les examiner ensemble.

195. En introduisant le document relatif à l'étude de l'environnement économique et infrastructurel de la compagnie aérienne commune, le Secrétariat a rappelé que l'activité inscrite au programme de travail dans le domaine du transport aérien se rapporte à l'exécution de l'étude de fleet-planning et financière de la compagnie aérienne commune de la CEPGL. Suite aux dernières évolutions de l'environnement aéronautique international extra-africain (politiques américaines, politiques européennes) et africain (Déclaration de Yamoussoukro), le COPIC a décidé que soit entreprise d'urgence une étude y relative orientée dans le contexte de la future compagnie aérienne commune.

196. L'étude comporte deux parties principales : l'une concerne l'analyse de l'environnement économique et l'autre traite de l'environnement infrastructurel.

197. Le premier point abordé dans la partie environnement économique porte sur l'apport du marché touristique au transport aérien de la CEPGL. Les atouts touristiques importants de la CEPGL lui confèrent un marché potentiel très substantiel. Ce marché reste cependant très faiblement exploité par les compagnies aériennes nationales de la CEPGL en particulier car elles n'ont pas de politiques spécifiques dans ce domaine. L'étude recommande que la compagnie aérienne commune envisage une politique et une structure lui permettant d'intervenir dans la promotion du tourisme de la CEPGL.

198. L'analyse de l'évolution du trafic aérien national et intra-CEPGL fait ressortir une conjoncture peu favorable à la viabilité des compagnies aériennes nationales. La coordination de leurs activités avec celle de la compagnie aérienne commune notamment comme éléments d'apport appuyés par des efforts de diversification des services qu'elles fournissent constitue la solution recommandée par l'étude.

199. Sur le plan inter-africain, les regroupements existants ou se créant de compagnies aériennes africaines modifient les conditions d'exploitation des lignes africaines desservies par les compagnies CEPGL lesquelles contrôlent de moins en moins la part du marché africain qui leur revient actuellement. Le regroupement urgent des compagnies aériennes nationales CEPGL leur permettra d'être plus actives au niveau continental.

200. La partie de l'étude sur l'environnement infrastructurel cherche essentiellement à répondre à une question : les infrastructures aéroportuaires CEPGL pouvant intéresser la compagnie aérienne commune ainsi que les différentes facilitations qu'elles offrent sont-elles en mesure d'accueillir la flotte de cette future Compagnie ? Pour y répondre, l'étude procède à une expertise détaillée de ces infrastructures et facilitations. Il en ressort que si, d'une manière générale, leurs caractéristiques techniques, leur état et les mesures de facilitations mises à leur disposition leur permettent d'accueillir tout type de flotte commerciale mise en exploitation ou prévue à l'être; certains aménagements ou améliorations sont toutefois souhaitables. Ils ont été identifiés et recommandés dans l'étude.

201. Le Secrétariat a ensuite présenté le rapport de la neuvième réunion du COPIC.

202. Il a informé le Comité qu'au cours de sa neuvième réunion tenue à Bujumbura du 21 au 23 août 1989 organisée conjointement par Air Burundi et le Secrétariat, le COPIC a porté son attention principalement sur les points suivants : la mise en oeuvre des volets fleet-planning et étude financière, la coopération entre les organisations intergouvernementales ayant des projets similaires (CEEAC-UDEAC-ZEP-CEPGL), les propositions faites par les compagnies aériennes nationales de la CEPGL.

203. Concernant la mise en oeuvre des volets relatifs au fleet-planning et l'étude de marché, le COPIC, ayant constaté le manquement flagrant du bureau d'étude Lufthansa à respecter les clauses contractuelles d'exécution de ces volets de l'étude qui lui ont été confiés, le COPIC a recommandé la résiliation du contrat. La CEA a répondu à cette recommandation : le contrat étant déjà résilié et des contacts avec d'autres bureaux d'étude ont été engagés.

204. Le COPIC a d'autre part recommandé la réactivation de ses groupes de travail. Cette recommandation a été aussi mise en oeuvre dans la mesure où, en collaboration avec le Secrétariat, ces groupes de travail ont élaboré l'étude relative à l'environnement économique et infrastructurel.

205. Les expériences des organisations intergouvernementales voisines ayant des projets similaires à celui de la CEPGL en matière de transport aérien intéressent le COPIC au plus haut point. Selon l'analyse du COPIC, ces projets restent compatibles. Il y a lieu cependant d'activer la mise en place de la compagnie aérienne CEPGL.

206. C'est dans cette optique que des propositions ont été faites par les compagnies nationales lors de la neuvième réunion du COPIC. Elles visent la mise en place d'une formule d'exploitation commune de type joint-venture parallèlement à l'exécution de l'étude de faisabilité. Le Secrétariat a répercuté ces propositions aux départements concernés des Etats membres de la CEPGL. Il a informé le Comité de Suivi que les organes politiques de la CEPGL ont soutenu ces propositions et la prochaine réunion du COPIC examinera en détail les modalités de concrétisation de cette solution.

207. En examinant ces deux documents, le Comité a porté son attention sur des questions telles que la prise en compte du marché touristique extra-africain, le rôle des compagnies aériennes nationales dans le cadre de la compagnie aérienne commune, la compatibilité du projet avec des projets similaires en particulier celui soutenu par la CEEAC, la formule préconisée par le COPIC afin d'accélérer le projet de création de la compagnie commune.

208. Le Comité est d'avis que, pour des raisons socio-économiques, les compagnies aériennes nationales peuvent subsister en jouant le rôle proposé par le COPIC tout en mettant l'accent sur la diversification de leurs activités actuelles.

L'exploitation commune proposée sera du type "joint-venture" établie entre les trois compagnies aériennes nationales en attendant la mise en place de la compagnie commune, les modalités de sa mise en place seront examinées plus en profondeur à la prochaine réunion du COPIC.

209. Le représentant du SEP/CEPGL a informé le Comité que le développement des deux projets ne soulève pas de problèmes d'incompatibilité et qu'au contraire, l'accord aérien récemment adopté par la CEEAC constituera pour la compagnie aérienne commune CEPGL un outil appréciable de promotion.

210. Suite à la recommandation faite dans l'étude pour l'ouverture sans discontinuité des aéroports de Bujumbura et de Kisangani, la délégation burundaise a informé le Comité que l'aéroport de Bujumbura est ouvert 24 heures sur 24 depuis 1985.

211. Etant donné le retard enregistré par le projet CEPGL et suite aux bouleversements survenus dans la politique aéronautique internationale, le Comité soutient les démarches du COPIC qui devra se réunir dès que possible pour débattre en particulier de la formule de coopération envisagée tout en s'efforçant de faire activer la résiliation de l'étude de faisabilité.

(c) Etude sur la création de circuits touristiques intégrés pour les pays de la CEPGL
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/25)

(d) Etude sur la création d'un centre de formation hôtelière pour les pays de la CEPGL
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/26)

212. En raison des liens étroits qui existent entre ces deux documents, le Comité a décidé de les examiner simultanément.

213. Le Secrétariat a présenté l'étude sur la création de circuits touristiques intégrés pour les pays de la CEPGL. Il a précisé que l'objet principal de l'étude est de poursuivre celle entreprise par le SEP/CEPGL en analysant les différents problèmes rencontrés dans la mise en oeuvre des recommandations qui y sont formulées et en proposant une approche pragmatique susceptible de faire avancer le projet.

214. Dans sa première partie, l'étude analyse les différents problèmes rencontrés dans la réalisation du projet de création des circuits touristiques intégrés de la CEPGL. Elle donne un bref résumé de l'étude entreprise par le SEP/CEPGL et examine ensuite les activités de suivi du projet ainsi que les décisions y relatives prises par les instances de la CEPGL.

215. L'étude souligne que malgré l'importance de ces activités et de ces décisions, un certain nombre de problèmes ont freiné le développement du projet. Il s'agit en particulier de la faiblesse de mise en application des mesures connexes d'appui au projet, des contraintes financières qui d'une part n'ont pas permis d'organiser le séminaire de consultation entre les différents opérateurs touristiques de la CEPGL et d'autre part ont empêché la création d'une agence commune de promotion et de commercialisation des circuits touristiques intégrés de la CEPGL.

216. Pour chercher à résoudre ces différents problèmes, l'étude formule des propositions d'actions dont les principaux éléments sont :

- (i) le choix des circuits touristiques intégrés à promouvoir dans une première phase : cinq variantes sont proposées;
- (ii) l'étude détaillée des conditions économiques, financières et techniques de ces cinq variantes : les termes de référence de cette étude sont inclus. Des modalités d'exécution de cette étude à moindre coût sont développées;
- (iii) intéresser les entreprises privées au sein du marché émetteur qu'au niveau de la CEPGL pour assurer, suivant des conditions à négocier, la promotion et la commercialisation des circuits touristiques intégrés retenus;
- (iv) la reformulation des thèmes du séminaire de façon à les focaliser sur les modalités pratiques de mise en place et de commercialisation des circuits touristiques intégrés, ce qui permet en même temps d'en réduire la durée et partant le coût;
- (v) l'assistance aux Etats membres en vue d'accélérer la mise en application des mesures de facilitations connexes.

217. Pour la concrétisation de ces propositions d'action, l'étude émet un certain nombre de recommandations mettant l'accent, d'une part, sur une participation plus active de l'organe de consultation de la CEPGL sous la coordination du SEP/CEPGL et, d'autre part, à la mobilisation du secteur privé concerné pour la promotion et la commercialisation des circuits touristiques intégrés CEPGL.

218. Le Secrétariat a ensuite introduit le document de l'étude sur la création d'un centre de formation hôtelière pour les pays de la CEPGL. Il a indiqué que cette étude constitue un complément à l'étude de faisabilité entreprise pour le compte de la CEPGL et vise surtout à formuler des solutions alternatives répondant aux décisions prises par les organes politiques de la CEPGL.

219. L'étude comporte trois chapitres principaux. Le premier chapitre donne un bref aperçu sur l'étude de faisabilité pour la création d'un centre de formation hôtelière et touristique de la CEPGL.

220. Le deuxième chapitre analyse la situation de mise en oeuvre des recommandations formulées dans cette étude de faisabilité et des décisions y relatives prises par les organes directeurs de la CEPGL qui, entre autres, ont préconisé la mise en place d'un système de perfectionnement ponctuel à organiser au sein de la CEPGL. Cette analyse fait ressortir que suite à de nombreuses difficultés, ces recommandations et décisions n'ont pas été réalisées.

221. Le troisième chapitre de l'étude développe les solutions alternatives aux problèmes de perfectionnement du personnel hôtelier et touristique conformes aux décisions qui ont été prises. Ces solutions préconisent :

- (i) l'organisation des programmes de perfectionnement dans des établissements hôteliers de la CEPGL choisis suivant des critères bien définis;
- (ii) le financement de cette formation par les entreprises hôtelières et touristiques par des contributions dont le taux sera fixé par des mesures institutionnelles appropriées. La gestion de ce financement sera conçue de façon à ne recourir qu'à l'utilisation des monnaies nationales;

(iii) la formation des formateurs ressortissants des trois pays de la CEPGL;

(iv) l'acquisition des équipements didactiques devant compléter ceux dont disposent les établissements d'accueil choisis.

222. Pour la mise en oeuvre des solutions qui sont proposées, l'étude formule des recommandations dont en particulier la désignation d'un responsable de gestion des programmes de formation qui pourrait être assumé par le département des ressources humaines du SEP/CEPGL. En coopération avec les membres de l'organe de consultation en matière du tourisme au sein de la CEPGL ainsi que des entreprises hôtelières et touristiques, ce responsable assistera les Etats membres à concevoir et mettre en place les mesures institutionnelles acquises, à organiser la profession hôtelière et touristique, à élaborer et mettre en application les programmes de formation.

223. Concernant le projet de développement touristique intégré de la CEPGL, le Comité pense que la mobilisation de la participation plus active et effective du secteur privé correspond à une approche plus réaliste. Il soutient ainsi les recommandations de l'étude dans ce sens et insiste pour que soient menées des actions de sensibilisation des entreprises hôtelières et touristiques cherchant en particulier à leur prouver la rentabilité financière des circuits qui leur sont proposés pour leur promotion. L'étude détaillée des circuits retenus vise à répondre à cette préoccupation du Comité.

224. La délégation zaïroise a informé le Comité que le Conseil Exécutif met actuellement en oeuvre d'importants projets de promotion touristique prenant en considération les circuits touristiques intégrés. Parmi ces projets, elle a signalé l'implantation d'un parc à crocodiles dans le Virunga.

225. La délégation burundaise a informé le Comité de quelques évolutions enregistrées par le secteur touristique national dont un certain nombre d'infrastructures hôtelières, le rattachement de l'Institut National du Tourisme au Ministère de l'Aménagement du Tourisme et de l'Environnement et l'existence d'une étude sur le produit touristique consommable.

226. Pour le Comité de Suivi, la formation du personnel dans le domaine hôtelier et touristique constitue un des préalables au succès de tous les efforts engagés par les pays de la CEPGL pour développer le secteur du Tourisme. De ce fait, le Comité a ressenti l'urgence de trouver une solution adéquate aux problèmes de formation mettant l'accent, comme recommandé dans l'étude, sur la prise en charge par les entreprises privées concernées.

227. Le Comité de Suivi a jugé satisfaisantes les démarches proposées dans les deux documents mettant l'accent sur l'appui du secteur privé concerné au développement des circuits touristiques intégrés de la CEPGL ainsi qu'à la formation du personnel requis. Il soutient ainsi les recommandations formulées dans ces deux documents tout en demandant au Secrétariat du MULPOC d'actualiser certaines données et de poursuivre les efforts engagés auprès des agences spécialisées des Nations Unies afin de s'assurer de leur soutien à ce secteur.

(e) Rapport sur la stratégie et le programme de travail de la
Deuxième Décennie des transports et communications en
Afrique 1991-2000
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/49)

228. En présentant ce document, le Secrétariat a précisé qu'il correspond à une activité de la Division Substantive de la CEA chargée des Transports et des Communications. Après avoir fait un bref rappel sur la première Décennie qui a conduit à la proclamation de la deuxième Décennie, le document définit les démarches retenues pour la préparation durant la période 1989-1990 du programme de la deuxième Décennie.

229. La première étape de cette démarche a débouché sur l'élaboration puis l'adoption des objectifs et de la stratégie de la deuxième Décennie.

230. Les points focaux de cette stratégie proposent en particulier : la création au niveau de chaque pays d'un Comité National de Coordination (CNC), la mise en place d'un Comité de Mobilisation des Ressources (CMR) et la mise sur pied de onze groupes de travail dont quatre sous-régionaux et sept sous-sectoriels.

231. Le Secrétariat a attiré l'attention du Comité sur l'appartenance de la CEPGL à deux groupes de travail sous-régionaux, celui de l'Afrique de l'Est et Australe et celui de l'Afrique Centrale dont la première réunion se tiendra dans le courant de ce mois à Addis Abéba.

232. La préparation du programme de la deuxième Décennie, activité primordiale pour la réussite de celle-ci, figurant parmi les tâches aux groupes de travail sous-régionaux, le Secrétariat a exhorté le Comité à soutenir la participation effective de la CEPGL aux travaux des groupes de travail auxquels elle fait partie.

233. Le Comité de Suivi a pris bonne note de cette information.

(f) Rapports intermédiaires sur :

(i) les études relatives aux transports sur les lacs Kivu et Tanganyika et sur la conteneurisation

(ii) l'étude relative à l'actualisation et à l'harmonisation des documents postaux

(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/27a-b-c)

234. Le document fait état des activités entreprises par le Secrétariat pour la mise en oeuvre des quatre projets du IVe cycle de programmation du PNUD à la CEPGL et dont l'exécution lui a été initialement confiée.

235. Après l'approbation par les organes politiques de la CEPGL des termes de référence élaborés par le Secrétariat du MULPOC des études relatives à la création de la compagnie lacustre commune, à la sécurité de la navigation, à la conteneurisation et à l'actualisation et à l'harmonisation des documents postaux, le Secrétariat a entrepris les activités préliminaires d'identification des consultants nationaux et extérieurs répondant aux profils requis.

A cet effet, il a pris contact avec les départements concernés des pays de la CEPGL, les organisations et agences du système des Nations Unies telles que la Commission Economique pour l'Europe, la Commission Economique pour l'Asie, l'Organisation Maritime Internationale, la CNUCED, l'UIT et l'UPU.

236. Par la suite, ces projets ont été confiés respectivement à la CNUCED en ce qui concerne l'étude pour la création d'une compagnie commune sur les lacs Kivu et Tanganyika ainsi que celle sur la conteneurisation, à l'UIT pour ce qui est de l'étude pour la sécurité de la navigation (volet télécommunication lacustre) et à l'UPU pour l'étude se rapportant à l'actualisation et l'harmonisation des documents postaux.

237. S'agissant du rapport de l'étude pour le développement de la sécurité de la navigation sur les lacs Kivu et Tanganyika, le Secrétariat a informé le Comité qu'après signature de la convention relative à l'exécution des travaux de balisage du lac Kivu, l'équipe mixte Rwanda-RVF a commencé les travaux qui se terminent dans le courant de ce mois de mars selon les informations qu'elle a communiquées au MULPOC.

238. Concernant l'exécution des travaux de levés hydrographiques de prédragage du port de Bujumbura, le Secrétariat a informé le Comité que le document de projet y relatif est en cours d'approbation. Le démarrage des travaux est prévu vers le mois de mai 1990. Pour cela, le Secrétariat a voulu savoir si les équipements devant être fournis par la partie burundaise sont disponibles dans la mesure où la RVF a déjà confirmé la disponibilité de l'équipe et du matériel qu'elle fournira. Tout en assurant le suivi de ces travaux, le Secrétariat fondera ses activités futures dans le domaine de la sécurité de la navigation sur l'amélioration et l'harmonisation du système de balisage du lac Tanganyika.

239. A l'examen du rapport, le Comité a exprimé ses vives préoccupations sur le retard excessif du démarrage des quatre projets importants dont les termes de référence ont été adoptés depuis longtemps. Il a convenu que les conditions de transport sur ces lacs ont évolué impliquant la mise à jour de certaines données de ces termes de référence.

Les délégations burundaise et zaïroise ont communiqué les évolutions enregistrées aux ports de Bujumbura, Mpulungu, Kalemie et Dar-ès-Salaam. Le Comité a été informé qu'une requête formulée par le Rwanda pour faciliter le transit de son trafic empruntant le lac Tanganyika a été accueillie favorablement par le Burundi.

240. Le Comité s'est informé du rôle respectif des deux Secrétariats ainsi que des agences d'exécution retenues dans le suivi et la mise en oeuvre des projets. Il a recommandé, à cet effet, que les organismes internationaux participant à l'exécution de ces projets travaillent en concertation avec les services nationaux concernés.

241. Le Secrétariat a pris bonne note de ces observations qu'il transmettra au SEP/CEPGL pour prise en considération étant entendu que la responsabilité de ces projets ne relève plus du MULPOC.

242. La délégation burundaise a informé le Comité que la partie burundaise qui coopérera avec la RVF pour l'exécution des levés hydrographiques de pré-dragage a été déjà désignée et que les équipements devant être fournis par le Burundi sont disponibles. Elle a réaffirmé la nécessité vitale de faire démarrer d'urgence l'exécution des levés hydrographiques de pré-dragage afin d'éviter la paralysie du port de Bujumbura. Elle a demandé au Secrétariat de veiller à ce que le retard intervenu dans l'exécution du balisage du lac Kivu ne se répercute pas sur le programme convenu pour l'exécution des levés hydrographiques de pré-dragage.

243. Le Comité de Suivi a convenu que la poursuite des activités visant la sécurité de la navigation sur les lacs Kivu et Tanganyika incluent le volet de mise en place d'un code de navigation actualisé et uniformisé ainsi que l'amélioration du système de balisage du lac Tanganyika. Il a en outre proposé que, à la fin des travaux de balisage du lac Kivu, un rapport d'exécution en soit établi pour être soumis à l'examen du groupe de travail concerné du COPTRALAC qui formulera les dispositions à prendre en conséquence.

ETABLISSEMENTS HUMAINS

(Point 8.6. de l'ordre du jour)

Rapport intérimaire sur la création d'un Centre sous-régional
de recherche sur les matériaux de construction pour les pays
de la CEPGL

(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/19)

244. Le Secrétariat a présenté ce rapport en rappelant que la première réunion du Comité de Suivi avait demandé au MULPOC d'améliorer le complément de l'étude en approfondissant l'analyse sur : le renforcement des centres nationaux existants et la promotion de leur coopération, la création d'un nouveau centre sous-régional ou la régionalisation d'un des centres nationaux existants, la mise en place d'un projet de coopération sous-régionale dans le domaine des matériaux de construction et du bâtiment pour les pays de la sous-région. Il a indiqué que ce complément amélioré de l'étude devrait couvrir tous les aspects et dégager les scénarios relatifs à la localisation, aux coûts et avantages afin de permettre aux Etats membres de se décider en conséquence. Ce complément amélioré de l'étude n'a pas été exécuté, faute de financement.

245. La réunion du Comité a pris bonne note de cette information.

RESSOURCES HUMAINES

(Point 8.7. de l'ordre du jour)

Rapport intérimaire sur l'école de formation d'ingénieurs

(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/30)

246. En présentant le document de cet ordre du jour, le Secrétariat a rappelé que suite à la décision de la Conférence des Chefs d'Etat de la CEPGL, lors de sa onzième session à Gisenyi en janvier 1989, de créer une école de formation d'ingénieurs et de l'implanter au Rwanda, la onzième réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC, tenue à Gisenyi en février 1989, a demandé au Secrétariat du MULPOC de mener une étude sur la création de cette école.

247. Les Secrétariats du MULPOC et de la CEPGL avaient élaboré un document de projet à présenter au PNUD pour financement. Le projet comprenant l'étude de création de cette école, laquelle n'a pas été retenue par la suite.

248. La même onzième réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC a demandé au Secrétariat d'effectuer, conjointement à cette étude de création d'une école d'ingénieurs, une étude supplémentaire sur la création d'un institut supérieur de gestion en vue d'apprécier les solutions optimales telle que l'intégration de l'institut de gestion dans l'une des institutions de formation post-universitaires existantes ou dans la future école d'ingénieurs afin d'optimiser les ressources limitées qui incitent à limiter le volume des investissements.

249. Faute de financement, le Secrétariat du MULPOC n'a pas pu réaliser l'étude. Par contre le SEP/CEPGL a pu mener une étude d'identification de filières prioritaires de formation en commun d'ingénieurs. L'étude de factibilité sera réalisée en 1990.

250. Le Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat de la CEPGL, lors de sa quinzième session tenue à Goma en février 1990, a demandé au SEP/CEPGL d'inclure dans l'étude de factibilité de l'école de formation d'ingénieurs, la filière prioritaire de gestion du niveau de 3e cycle (après le 2e cycle d'ingéniorat).

251. Le Secrétariat a donné les termes de référence de l'étude tels qu'adoptés par les organes de décision de la CEPGL.

252. A l'examen de ce rapport, le Comité a demandé au SEP/CEPGL de donner la situation de cette étude. Le représentant du SEP/CEPGL a informé le Comité que l'étude sera menée au cours de cette année et présentée à la prochaine réunion de ses organes de décision.

253. Le Comité de Suivi a pris bonne note de cette information.

INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT

(Point 8.8. de l'ordre du jour)

254. Ce point de l'ordre du jour comprend les activités suivantes :

- (i) Rapport sur les activités relatives à l'intégration de la femme au processus de développement;
- (ii) Etude d'opportunité en vue de la création et/ou du renforcement des centres de vulgarisation agricole pour femmes;
- (iii) Publication des bulletins n° 3 et n° 4 de la revue "Femme et Développement";
- (iv) Rapport du séminaire sous-régional de formation en management pour cadres féminins des pays membres de la CEPGL;
- (v) Rapport du séminaire sous-régional de formation en planification et évaluation de projets pour cadres féminins des pays membres du MULPOC de Gisenyi;
- (vi) Rapport du stage sous-régional de formation en planification du développement pour cadres féminins des pays du MULPOC de Gisenyi.
 - (a) Rapport sur les activités relatives à l'intégration de la femme au processus de développement
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/31)

255. En présentant le document de ce point de l'ordre du jour, le Secrétariat a indiqué que le rapport couvre les activités réalisées au cours des années 1988 et 1989, aussi bien dans chacun des pays membres du MULPOC de Gisenyi qu'à l'échelon sous-régional.

256. Au 31 décembre 1987, le projet d'assistance du PNUD au programme d'intégration de la femme au développement (IFD) a pris fin, le poste de coordonnatrice du programme sous-régional IFD a été supprimé ainsi que le budget d'appui du programme. Cependant, les activités du programme IFD ont pu continuer dans la sous-région tant dans chacun des pays qu'à l'échelon sous-régional.

257. Les activités au niveau national ont été orientées surtout (i) dans la sensibilisation et la mobilisation des femmes pour leur pleine participation à la vie nationale; (ii) dans l'amélioration du niveau des compétences des femmes par la formation et l'information; (iii) dans la promotion d'activités génératrices de revenu par l'identification, la mise en place et le soutien de projets économiques ou d'amélioration des conditions de vie des femmes. Dans ce cadre, deux associations sans but lucratif ont été créées (APEF au Burundi, DUTERIMBERE au Rwanda) pour sensibiliser la femme pour une plus dynamique participation au développement et pour lui faciliter l'accès au crédit.

258. Des organes existent dans chacun des pays pour promouvoir l'intégration de la femme au développement entre autres : l'UFB et le Ministère de la Famille et de la Promotion Féminine au Burundi, l'URAMA au Rwanda et la CONDIFFA au Zaïre.

259. A l'échelon sous-régional, le Secrétariat du MULPOC a contacté différents bailleurs de fonds pour financer ses activités du programme IFD. Le Zaïre et l'Agence Canadienne de Développement International ont répondu favorablement et le Secrétariat a publié deux bulletins de la revue des femmes des Grands Lacs, organiser trois stages et séminaires de formation de cadres féminins et réaliser une étude d'opportunité sur la création et/ou le renforcement de centres de vulgarisation agricole pour femmes.

260. En examinant ce document, le Comité a posé de nombreuses questions relatives notamment : (i) à l'avenir du programme IFD au sein du MULPOC après la suppression de l'assistance du PNUD; (ii) au contenu du rapport focalisé surtout sur les activités économiques et de formation au détriment des activités culturelles et de sensibilisation politique; (iii) aux mesures envisagées par le Secrétariat pour assurer un suivi de la formation qu'il a dispensée; (iv) à l'effort fourni par le Secrétariat pour encourager les femmes à s'engager dans les médias; (v) aux efforts à déployer pour chercher le financement du programme et (vi) aux relations avec l'UNIFEM.

261. Le Secrétariat a expliqué au Comité de Suivi que : (i) l'avenir du programme sous-régional de l'IFD est incertain, le financement des activités étant aléatoire et irrégulier mais le PNUD continue d'appuyer le programme sur le plan national;

(ii) le contenu du rapport dépend des informations fournies par les pays, les mécanismes nationaux d'IFD ont été contactés lors de la préparation du rapport; (iii) le Secrétariat a programmé une mission dans les pays pour évaluer la formation qu'il a dispensée au cours des dernières années; (iv) le Secrétariat n'est pas doté d'un moyen efficace de sensibilisation de femmes, ce rôle reviendrait plutôt aux mécanismes nationaux d'IFD. Quant aux efforts à déployer pour chercher le financement, le Secrétariat s'est adressé à plusieurs bailleurs de fonds potentiels, y compris l'UNIFEM, et continué des contacts. Il est souhaitable que les pays et les mécanismes nationaux d'IFD soutiennent les efforts du Secrétariat et sensibilisent les bailleurs de fonds potentiels pour financer les activités du programme sous-régional d'IFD.

262. Le Comité de Suivi a recommandé que, pour les prochains rapports, le Secrétariat contacte différents services chargés du programme IFD afin de recueillir le plus d'informations possible. Il a en outre recommandé aux Etats membres de faire plus d'efforts pour soutenir le programme sous-régional de l'IFD et d'appuyer le Secrétariat du MULPOC dans la recherche de financement.

(b) Etude d'opportunité en vue de la création et/ou du renforcement des centres de vulgarisation agricole pour femmes

263. En introduisant ce point de l'ordre du jour, le Secrétariat a rappelé que cette étude avait été réalisée d'abord au niveau de chacun des pays. Ce volet de l'étude a été financé par la contribution du Zaïre tandis que les travaux de synthèse ont été pris en charge par la contribution de l'ACDI. Le premier chapitre du document analyse la place de la femme dans l'agriculture en s'intéressant non seulement à son rôle dans ce secteur mais aussi aux moyens dont elle dispose tels que les équipements et l'accès aux facteurs de production, principalement la terre et le crédit bancaire. Le deuxième chapitre est consacré à la place occupée par la femme dans la formation. Il distingue d'abord les systèmes de formation formel et non formel et la place des jeunes filles dans ces systèmes éducatifs. L'étude se penche ensuite plus spécifiquement sur la formation agricole. Le troisième chapitre analyse la place de la femme dans les structures de vulgarisation et d'encadrement agricole.

264. L'étude conclut que la femme joue un rôle prépondérant dans les activités agricoles surtout celles relatives aux cultures vivrières, mais qu'elle fait face à des difficultés d'accès aux facteurs de production. Par ailleurs, bien que numériquement plus nombreuses, les femmes accusent une faible scolarisation. Celles qui accèdent à l'enseignement secondaire et supérieure ne choisissent pas en général la filière agricole. En revanche, si la femme occupe une place de choix dans l'enseignement informel, elle ne bénéficie ni de la vulgarisation ni de l'encadrement agricole. L'étude constate par ailleurs que les pays de la CEPGL ne disposent pas de centres de vulgarisation agricole proprement dits.

265. L'étude propose d'adopter des stratégies visant à assurer la formation de base à la femme de la sous-région, à coordonner toutes les activités socio-éducatives relatives à la femme pour mieux l'intégrer au processus de développement et l'aider à alléger le volume de son travail.

266. Elle recommande de renforcer les structures existantes d'encadrement et de vulgarisation et de créer plus tard des centres de vulgarisation pour mieux intégrer la femme au développement agricole.

267. En examinant le contenu du document, le Comité a fait remarquer que cette étude se recoupe avec celle sur la promotion des institutions et services d'appui en vue de renforcer la capacité des femmes agriculteurs afin de leur permettre d'améliorer leur productivité et d'accroître la production alimentaire (Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/46). Etant donné que le contenu et les objectifs de ces études sont similaires, le Comité de Suivi a constaté qu'il aurait été préférable d'en faire une synthèse.

268. Pour le Secrétariat, ces deux études peuvent se rattacher aux mêmes préoccupations, mais les méthodes d'analyse sont différentes et il serait préférable de conserver les deux documents.

269. Les débats ont porté sur les raisons telles que : le manque de temps, l'analphabétisme, le manque d'informations qui explique la non participation des femmes à la vulgarisation agricole et dans les écoles de formation agricole, le changement de mentalité surtout de la part des partenaires masculins pour le partage équitable du travail.

270. Après échanges de vues, le Comité de Suivi est d'avis qu'une sensibilisation des hommes s'avère utile pour des actions plus accrues de promotion en faveur de la femme.

(c) Bulletins n° 3 et n° 4 de la revue "Femme et Développement"

(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/33)

(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/34)

271. En présentant ces documents, le Secrétariat a rappelé que les deux bulletins ont été publiés grâce à la contribution du Zaïre. Il a donné ensuite le sommaire de chaque bulletin.

272. Le Comité a demandé si une étude préalable a précédé le lancement de la revue afin de définir sa régularité, son coût de production, son public cible, les langues de publication et son avenir compte tenu de l'incertitude du financement.

273. Après information sur ces points notamment ceux relatifs au coût et à la régularité de publication des bulletins, le Comité de Suivi a suggéré au Secrétariat d'envisager toute alternative visant à en réduire le coût et diversifier les sources de financement sans mettre en cause la qualité de la revue qui a été appréciée. Il lui a demandé d'en faire rapport à la prochaine réunion du Comité d'Experts.

- (d) Rapport du séminaire sous-régional de formation en management pour cadres féminins des pays de la CEPGL
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/35)
- (e) Rapport du séminaire sous-régional de formation en planification et évaluation de projets pour cadres féminins des pays membres du MULPOC de Gisenyi
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/36)
- (f) Rapport du stage sous-régional de formation en planification du développement pour cadres féminins des pays du MULPOC de Gisenyi
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/37)

274. Présentant ces rapports, le Secrétariat a informé le Comité que ces formations ont pu être organisées grâce à la contribution de l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI). Il a ensuite communiqué le nombre de cadres formés, les thèmes des exposés, la durée de la formation, l'appréciation de la formation par les bénéficiaires et les recommandations formulées.

275. D'une façon générale, les participantes à chaque formation ont souhaité bénéficier de sessions d'approfondissement de certains thèmes. Un groupe a recommandé la création d'un centre de formation permanente en vue d'accroître le nombre de femmes pouvant être formées.

276. Après cette présentation, le Comité a formulé des questions et observations relatives notamment : à la nécessité de la création d'un centre de formation permanente dans la mesure où il est possible de recourir aux locaux des établissements de formation qui existent dans le voisinage; aux moyens de faire participer plus de femmes; aux souhaits de candidates à la formation et à la collecte d'articles pour la revue à l'occasion des réunions de formation.

277. Le Secrétariat a informé le Comité que le Centre de formation n'exigerait pas d'infrastructures nouvelles mais surtout des équipements mobiliers et de la documentation. Si le nombre de sessions de formation augmentait, il serait difficile au Secrétariat de continuer à bénéficier des locaux de l'Institut St. Fidèle sans risque de perturbation des activités de celui-ci.

278. Le Secrétariat a pris bonne note des suggestions faites pour la collecte d'articles pour la revue et pour l'enrichissement des thèmes de formation et a informé le Comité que la désignation des participantes relève de la responsabilité des Etats qui se réfèrent aux thèmes et profils requis que leur communique le MULPOC.

279. Le Comité est conscient du grand intérêt de ces séminaires et stages et recommande que soient examinés les moyens d'accroître le nombre de participantes et qu'il y ait d'autre part un suivi sur la continuité, au niveau national, des programmes dispensés.

**VI. SITUATION DE MISE EN OEUVRE DES RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LES
ORGANES DIRECTEUR DU MULPOC DE GISENYI**

(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/41)

(Point 9 de l'ordre du jour)

280. En présentant ce document, le Secrétariat a informé le Comité qu'aucune des six résolutions adoptées par la onzième réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat n'a été entièrement réalisée durant l'année 1989 faute de financement. Deux seront réalisées dans le cadre du programme biennal 1990-1991 de la Division des ressources naturelles de la CEA et une relative à l'interconnexion des réseaux électriques de la CEPGL sera réalisée sur financement des fonds extrabudgétaires, dès que ces fonds seront disponibles. Les trois autres n'ont pas encore trouvé de financement.

281. Au cours des débats, le Comité a proposé qu'à l'avenir toute formulation de résolution devra tenir compte des implications financières et s'assurer de la disponibilité du financement nécessaire.

282. Concernant le programme IFD, le Comité a encouragé le Secrétariat de continuer les démarches d'approcher l'UNIFEM qui s'occupe spécifiquement du financement de programme pour l'intégration de la femme au développement.

283. Le Comité a également proposé la contribution des Etats membres comme étant une source sûre pour le soutien et le maintien du programme IFD au sein du MULPOC de Gisenyi.

284. Le Secrétariat s'est félicité de la proposition faite par le Comité de s'assurer du financement requis avant de formuler une résolution. Il a également accueilli avec satisfaction la proposition portant sur la contribution des Etats membres pour la réalisation de la résolution relative à l'IFD.

VII. PROGRAMME DE TRAVAIL DU MULPOC DE GISENYI POUR 1990

(Point 10 de l'ordre du jour)

(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/43)

285. Le Secrétariat a présenté le programme de travail du MULPOC de Gisenyi pour 1990, émanant du programme de travail et ordre de priorités du MULPOC de Gisenyi pour le biennium 1990-1991 adopté par la onzième réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat tenue les 27 et 28 février 1989 à Gisenyi.

286. A la présentation de ce programme, le Comité a remarqué qu'il n'est pas mandaté pour apporter des modifications à ce programme déjà approuvé par le Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat et a considéré avec le Secrétariat que ce document constitue une note d'information.

287. Dans la discussion qui a suivi, le Comité a fait remarquer que les deux rapports du domaine de transports, communications et tourisme à présenter au Comité de Suivi au premier trimestre 1990 n'ont pas été présentés. Le Secrétariat a informé le Comité que ces deux activités ont connu un retard d'exécution et seront soumises au Comité d'experts en 1991.

288. Se référant à l'activité à réaliser en 1990 relative à l'évaluation de la formation dispensée par le MULPOC de Gisenyi aux cadres féminins des pays de la CEPGL, signalée dans le rapport du Directeur du MULPOC sur l'utilisation du Fonds d'Affectation Spécial des Nations Unies pour le Développement de l'Afrique pour la période biennale 1988-1989, le Comité a souligné qu'elle ne figurait pas dans le programme de travail du MULPOC pour 1990.

289. Le Secrétariat a expliqué qu'il s'agit d'une activité additionnelle dont le financement a été trouvé après l'adoption du programme de travail.

290. Après ce débat, le Comité a pris bonne note du programme de travail du MULPOC pour 1990.

VII. PREPARATIFS DE LA VINGT-CINQUIEME SESSION DE LA COMMISSION/
SEIZIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES, RESPONSABLES
DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE LA PLANIFICATION ET DE LA
ONZIEME REUNION DU COMITE TECHNIQUE PREPARATOIRE PLENIER
(Doc. ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/44)
(Point 11 de l'ordre du jour)

291. Le Secrétariat a informé le Comité de la tenue des réunions annuelles de la CEA au mois de mai 1990 à Tripoli (Libye). Il a précisé que la onzième réunion du Comité technique préparatoire plénier se tiendra du 5 au 12 mai 1990, tandis que la vingt-cinquième session de la Commission/seizième réunion de la Conférence des Ministres responsables de la planification économique et du développement aura lieu du 15 au 19 mai 1990. Il a vivement souhaité que les Etats membres participent activement pour débattre les problèmes relatifs au redressement économique et au développement de l'Afrique. Le thème de cette Conférence porte sur : "l'Afrique durant les années 90 - en avant pour la transformation de l'économie africaine".

292. En effet, la tenue de la vingt-cinquième session coïncidera avec le premier anniversaire de l'adoption par la Commission du cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et la transformation socio-économique (CARPAS). Une attention particulière sera accordée aux progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'Action des Nations Unies et à la préparation de l'examen et de l'évaluation finals du Programme par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1991. Des questions visant à rendre opérationnel le CARPAS et des études spécifiques y relatives seront présentées et examinées, à savoir : les moyens d'action tels que les systèmes de parité multiple, les politiques de taux d'intérêt différentiels et les subventions à la production agricole.

293. La session sera également saisie du rapport de la Conférence internationale sur la participation populaire au processus de redressement et de développement en Afrique et du rapport de la mission d'évaluation créée par le Secrétaire Général à la demande de l'Assemblée Générale, pour mesurer l'efficacité des Centres Multinationaux de Programmation et d'Exécution de Projets de la CEA (MULPOC), l'objectif étant de les renforcer et d'accroître leur efficacité.

294. Le Comité a proposé d'utiliser les mass-média pour une large sensibilisation des Etats africains et a demandé au MULPOC de veiller à envoyer aux Etats au plus tard au mois de janvier de chaque année la liste des conférences, réunions, séminaires et journées d'études programmés par la CEA.

295. Il a pris bonne note de l'information.

IX. QUESTIONS DIVERSES

(Point 12 de l'ordre du jour)

296. La seule question soulevée à ce point de l'ordre du jour porte sur le sort à réserver aux rapports d'études examinés par le Comité.

297. Le Secrétariat a rappelé la définition du mandat du Comité de Suivi adopté auparavant et qui stipule entre autres : "que le Comité de Suivi autorise le MULPOC à transmettre au SEP/CEPGL, après examen, les dossiers des projets qu'il a exécutés pour le compte du SEP/CEPGL". Il a indiqué que la majorité des rapports d'études examinés par le Comité correspondent à des activités inscrites au programme biennal 1988 - 1989 du MULPOC sur demande du SEP/CEPGL et exécutés pour le compte de la CEPGL.

298. Le Comité autorise le Secrétariat à transmettre au SEP/CEPGL les rapports d'études répondant à ce critère et lui a demandé de maintenir la concertation avec le SEP/CEPGL pour suivre l'évolution de ces études que le SEP/CEPGL présentera aux Commissions Techniques Spécialisées.

X. ADOPTION DU RAPPORT

(Point 13 de l'ordre du jour)

299. Le Comité a adopté avec quelques amendements le rapport de ses travaux.

XI. CLOTURE DE LA DEUXIEME REUNION DU COMITE DE SUIVI

(Point 14 de l'ordre du jour)

300. Le Président du Comité de Suivi a clôturé les travaux de la deuxième réunion du Comité par une allocution.

301. A cette occasion, il a salué la présence de Son Excellence Monsieur NIRANJAN DESAY, Ambassadeur de l'Inde au Rwanda et au Burundi ainsi que de Monsieur Albert VANA BEL, Chef de la Section de la Coopération Belge à la CEPGL.

302. Il a félicité les délégués pour leur compétence et les efforts qu'ils ont consentis durant les travaux du Comité, pour la pertinence des observations et orientations qu'ils ont données.

303. Au nom du Comité, il a exprimé ses remerciements au Secrétariat du MULPOC pour la qualité des documents et sa pleine disponibilité.

ALLOCUTION PRONONCEE PAR LE REPRESENTANT DU PAYS HOTE (LE RWANDA)

Militant Sous-Préfet, Représentant du Préfet de la Préfecture de Gisenyi

Citoyen Représentant du Gouverneur de la Région du Nord-Kivu

Citoyen Secrétaire Exécutif Adjoint, Représentant du Secrétaire Exécutif de la CEPGL

Citoyen Directeur du MULPOC de Gisenyi

Citoyen Président du Comité de Suivi

Monsieur le Chef de la délégation burundaise

Citoyen Chef de la délégation zaïroise

Honorables délégués

Distingués invités

Mesdames et Messieurs

C'est pour moi une grande joie et un réel plaisir de prendre la parole, en qualité de chef de la délégation rwandaise, pays hôte, à cette deuxième réunion du Comité de Suivi du MULPOC de Gisenyi, qui se tiendra ici à Gisenyi pendant une semaine.

Il m'est agréable de souhaiter aux délégations présentes, la bienvenue en terre rwandaise et un heureux séjour dans cette agréable ville de Gisenyi, réputée pour son climat reposant, ses paysages pittoresques et l'hospitalité légendaire de sa population.

C'est également l'occasion de remercier tous les invités de marque qui, malgré leurs nombreuses occupations, ont répondu favorablement à notre invitation et ont bien voulu rehausser de leur présence cette cérémonie d'ouverture à la deuxième réunion du Comité de Suivi du MULPOC de Gisenyi.

Militant Sous-Préfet, Représentant du Préfet de la Préfecture de
Gisenyi

Citoyen Secrétaire Exécutif Adjoint, Représentant du Secrétaire
Exécutif de la CEPGL

Citoyen Directeur du MULPOC

Citoyen Président du Comité de Suivi

Monsieur le Chef de la délégation burundaise

Citoyen Chef de la délégation zaïroise

Honorables délégués

Distingués invités

Mesdames et Messieurs

Il ne sied pas de faire de longs discours à ce niveau-ci et je ne dérogerai pas à la tradition. Mais vous me permettrez de faire allusion en quelques mots à l'espoir que nous portons à ces assises. En effet, le Centre Multinational de Programmation et d'Exécution de Projets (MULPOC en sigle) est pour nous un catalyseur positif pour une réelle intégration économique au sein de la CEPGL grâce à l'expertise dont dispose le MULPOC de Gisenyi dans la disponibilisation d'études bancables pour l'intérêt communautaire. C'est pour cette raison que le Rwanda attend de ces présentes assises des délibérations fort enrichissantes et constructives pour l'intérêt de notre Communauté.

Ainsi, je formule le souhait que cette réunion soit pleine de succès pour l'intérêt de la Communauté. C'est sur ces propos que je déclare ouverts les travaux de la deuxième réunion du Comité de Suivi.

VIVE LA COOPERATION INTERNATIONALE

VIVE LE MULPOC DE GISENYI

JE VOUS REMERCIE.

ALLOCUTION DU PRESIDENT SORTANT DU COMITE DE SUIVI
A L'OCCASION DE LA DEUXIEME REUNION DU COMITE DE SUIVI
GISENYI, 9 MARS 1990

Monsieur le Préfet de la Préfecture de Gisenyi
Citoyen Gouverneur de la Région du Nord-Kivu
Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CEPGL
Citoyen Directeur du MULPOC de Gisenyi
Honorables Délégués
Distingués Invités
Mesdames, Messieurs
Militantes, Militants
Citoyennes, Citoyens

C'est avec un immense plaisir que je vous souhaite la bienvenue à Gisenyi pour participer aux travaux de la deuxième réunion du Comité de Suivi du MULPOC. En cette période de très intenses activités qui marque le début de la décennie des années 1990 devant nous conduire vers la fin du deuxième millénaire de notre ère, on ne peut qu'apprécier à sa juste valeur l'importance des sacrifices consentis par vos gouvernements respectifs, lesquels, malgré vos lourdes responsabilités impliquant votre présence permanente à leur côté, n'ont pas hésité de vous déléguer à Gisenyi pendant ces quelques jours afin de vous permettre d'apporter vos précieuses contributions à nos présentes assises et en assurer le plein succès. Pour cet indéfectible soutien à nos travaux, permettez-moi, en votre nom et en mon nom propre de leur adresser nos plus sincères remerciements.

Distingués Invités
Honorables Délégués

Comme vous le savez, la réunion du Comité de Suivi du MULPOC a été instituée en application de la résolution 611(XXII) adoptée en avril 1987 par la treizième réunion de la conférence des Ministres de la CEA dans le double souci d'économie et d'efficacité.

Les deux idées maîtresses, à savoir économie et efficacité, qui ont prévalu et abouti à l'adoption de cette résolution, laquelle, nous en sommes conscients, n'est pas exempte de certaines conséquences négatives si l'on se réfère en particulier aux analyses que nous avons menées au cours de notre première réunion, définissant sans ambiguïté la stricte ligne de conduite que les pays en développement en général et l'Afrique en particulier doit s'astreindre durant la décennie des années 1990 pour qu'ils puissent se relever de la crise économique.

Le poids asphyxiant de la dette, aggravé paradoxalement voire de façon ironique, par les charges sociales insupportables qui découlent justement des efforts développés par les Etats pour chercher à atténuer ce poids, a, en effet, constitué l'une des principales préoccupations des pays en développement durant la décennie des années 1980.

Vous l'avez certainement deviné, j'ai voulu parler des problèmes liés aux divers programmes d'ajustement structurel et aux conséquences perverses de leur mise en application. En effet, si ces programmes ont été conçus et compris comme des moyens devant aider nos pays à combattre la crise économique qui n'a cessé de les ronger depuis plus de dix ans, il est apparu que, très souvent, ils ne constituent que des remèdes précaires à effets curatifs très passagers qui, au lieu d'éradiquer complètement le mal, le font plutôt couvrir. C'est dire qu'à moyen ou long terme, ce mal couvé peut ressurgir fatalement pour frapper plus fort encore et plonger nos pays dans des conditions socio-économiques irréversibles et intenable.

Honorables Délégués et Chers Collègues,

Nos illustres Chefs d'Etat se sont exprimés, de façon claire, sur ce point particulier : nous nous devons d'éviter à tout prix d'hypothéquer de la sorte l'avenir de notre jeunesse donc de nos pays. Nous aurons à déployer d'importants efforts pour y parvenir, car non seulement, le délai qui nous est imparti est relativement court, dix ans à peine, mais aussi car un environnement international de plus en plus hostile nous attend.

Si je dis que nous pouvons réussir ce pari vital, ce n'est certainement pas par excès d'optimisme. Nous le pouvons, car nous connaissons déjà le chemin qui nous y conduira. Il est clairement tracé dans la résolution qui est à l'essence de nos présentes assises : économie et efficacité.

Distingués Invités

Honorables Délégués

Si la pression démographique se présente de plus en plus comme un des facteurs menaçant notre capacité d'autosuffisance alimentaire pour le bien-être social de notre population, la mise en place et la réalisation d'un programme de gestion économique et efficace de notre production agricole, se traduisant notamment par la conjugaison de nos efforts dans le cadre communautaire, nous sont indispensables pour stopper puis élarger définitivement l'évolution inquiétante d'une certaine situation de malnutrition qui semble toucher actuellement notre communauté.

Notre sous-région a la réputation justifiée de disposer d'immenses ressources naturelles et énergétiques. Leur exploitation et leur utilisation économiques et efficaces en conformité avec l'esprit et aux objectifs fondamentaux qui ont présidé à la création de notre Communauté, la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs, constituent sans aucun doute l'une des principales composantes du contre-poids nécessaire au redressement économique de nos pays.

Les mêmes préoccupations d'économie et d'efficacité doivent aussi caractériser le fondement de la politique de la CEPGL en matière de services d'appui aux secteurs économiques que nous venons de rappeler. J'entends par là, la promotion des services commerciaux mettant l'accent sur le développement des échanges intracommunautaires, des services de transports répondant à une libre circulation des personnes, des biens et des capitaux et au droit d'établissement dans tout le territoire de la Communauté, un réseau touristique intégré respectant l'environnement, les entités socio-culturelles et favorisant l'expansion économique.

Distingués Invités

Honorables Délégués

Si le MULPOC de Gisenyi, notre MULPOC, a pu, au terme d'une année d'activités durant l'exercice 1989, préparer et élaborer les projets d'intégration économique de notre sous-région que nous allons examiner au cours de cette deuxième réunion du Comité de suivi, c'est certainement par la stricte application de ces deux concepts d'économie et d'efficacité. Comme nous le savons tous, la crise économique sans précédent que traverse actuellement nos pays, a eu des répercussions tout aussi graves sinon plus au niveau du système des Nations Unies et de la CEA/MULPOC en particulier. Cependant, malgré les insuffisances des moyens mis à sa disposition, insuffisances imposées par cette situation de crise et que, maintes fois, nous avons constatées, le MULPOC a une fois encore répondu à notre attente en exécutant, dans les secteurs économiques prioritaires de notre Communauté, la plupart des études d'intégration économique qui lui ont été demandées.

L'étude annuelle des conditions économiques et sociales couvrant l'année 1989 dans les pays membres du MULPOC de Gisenyi, document qui sera soumis à votre analyse minutieuse confirme ce que j'ai évoqué au début : les conditions socio-économiques de notre sous-région à la fin des années 1980 sont inquiétantes. Les charges de la dette, la détérioration des termes de l'échange découlant notamment de la hausse des prix des produits importés amplifiée par la baisse des prix de nos exportations sur le marché international, l'insuffisance des infrastructures sociales se conjuguent pour annihiler nos durs efforts visant à redresser la situation, en particulier par des politiques d'austérité budgétaire draconiennes.

La large gamme de documents qui vous sont soumis couvrent tous les secteurs économiques à clé et prioritaires retenus par les hauts responsables de la Communauté et se rapportant à des domaines très sensibles de ces différents secteurs.

Concernant le secteur de l'agriculture et de l'alimentation, deux études importantes ont été menées.

Il s'agit d'abord de l'étude d'identification de zones à haut rendement de production de céréales et de tubercules de base et établissement d'une carte pédologique des pays membres du MULPOC de Gisenyi dans l'objectif primordial de concevoir une gestion efficace de l'exploitation des sols pour une productivité accrue. Les différentes actions à mener dans cette optique sont formulées dans les recommandations de cette étude.

Il s'agit ensuite de l'étude de factibilité sur la production intensive et la commercialisation du maïs dans les pays de la CEPGL. L'importance de cette céréale dans l'alimentation de notre population n'est plus à démontrer. Pour en intensifier la production, l'étude propose la création d'un réseau de recherche/développement assurant la liaison entre chercheurs et vulgarisateurs agricoles.

Si notre Communauté veut atténuer voire briser sa trop forte dépendance avec l'extérieur en matière de produits manufacturés, elle se doit en premier lieu d'assurer son industrialisation axée en premier lieu sur la transformation de ses principales matières premières. Les études entreprises par le MULPOC dans le domaine de l'industrie revêtent leur importance dans le fait qu'elles visent à concrétiser cette politique d'industrialisation de la CEPGL.

Les documents concernant le secteur de l'industrie et que vous aurez l'occasion d'examiner en détail portent essentiellement sur les travaux de la réunion consultative des producteurs potentiels de petits équipements et machines agricoles, l'étude de faisabilité du complexe d'industries forestières intégrées, l'étude pour la production d'objets en plastique, l'étude sur la possibilité de produire des articles en papier, l'étude sur la création d'une usine communautaire de céramique et l'étude en vue de la création d'une aciérie au sein de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, à laquelle les trois pays de la CEPGL ont adhéré. Comme nous l'avons estimé, le territoire de la CEEAC constitue un marché plus large, propice au développement de ce projet, c'est la raison pour laquelle l'étude a été orientée de façon à cibler ce marché plus étendu.

La coopération des trois Etats membres du MULPOC de Gisenyi dans le domaine énergétique constitue un modèle en soi mettant l'accent sur une gestion efficace de la production et de l'utilisation de l'énergie. Les trois études entreprises par le MULPOC durant l'exercice 1989 dans ce domaine cherchent à améliorer plus encore l'utilisation optimale des produits énergétiques de la Communauté. C'est ainsi que vous seront soumises l'étude relative aux coûts de conversion au charbon des équipements de certains utilisateurs potentiels; l'étude sur les possibilités d'interconnexion des réseaux électriques des Etats voisins membres de la CEPGL, et l'étude sur les possibilités de fabrication locale de matériel électrique et de pièces et éléments composant ledit matériel qui serviront à l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables dans la sous-région de la CEPGL.

En matière des transports, communications et tourisme, les études antérieures ont clairement montré que les problèmes liés à leur bonne organisation constituent actuellement les facteurs les plus prépondérants devant permettre de les rendre plus économiques et efficaces.

L'organisation des services de transport aérien desservant les pays membres du MULPOC passe par la création d'une compagnie aérienne commune. Avec la collaboration du Comité Permanent Inter-Compagnies aériennes nationales, le COPIC, et du Secrétariat Exécutif Permanent de la CEPGL, le MULPOC de Gisenyi a poursuivi durant l'année 1989 les activités de coordination de la mise en oeuvre de ce projet. Le troisième volume commun ayant trait au volet relatif à l'environnement économique et infrastructurel sera, avec le rapport de la neuvième réunion du COPIC, porté à votre appréciation au cours des présentes assises.

S'agissant du domaine du tourisme qui, actuellement, apparait aux activités les plus sûres devant permettre à la CEPGL de diversifier de façon rentable la structure de son économie, les efforts d'organisation nécessaires sont mis en exergue dans les deux études y relatives, l'une se rapportant à la création des circuits touristiques intégrés et l'autre aux solutions alternatives au projet de création d'un centre de formation hôtelière.

Il découle des investigations menées dans le cadre de ces deux études que la promotion du tourisme de la Communauté est actuellement largement tributaire de notre volonté d'agir. Les atouts touristiques de la sous-région sont réels, les opérateurs économiques dans ce domaine sont prêts à apporter leur concours et attendent des Etats membres l'impulsion nécessaire pour faire avancer le projet.

En complément à ces études spécifiques, nous avons demandé au MULPOC de poursuivre les activités déjà engagées pour le développement de la sécurité sur les lacs Kivu et Tanganyika. Le rapport y afférent que soumet le MULPOC fait état de l'exécution sur le terrain des travaux de balisage du lac Kivu et du démarrage très prochain des levés hydrographiques de pré-dragage des ports CEPGL du lac Tanganyika. Des résultats aussi concrets sont de ceux que nous attendons du MULPOC et qui nous permettent d'évaluer son efficacité réelle en tant que centre d'exécution de projets. Nous l'exhortons vivement à continuer à s'engager dans cette voie et mettre dorénavant l'accent sur les efforts de concrétisation des projets que nous lui confions.

Distingués Invités
Honorables Délégués

Je peux affirmer sans risque d'être contredit que, sur le plan africain, notre sous-région est de celles qui portent au plus haut degré d'intérêt l'intégration de la femme au processus de développement. Nos Etats ont eu l'occasion, à plusieurs reprises, de traduire dans le fait cette politique. A travers les efforts déployés par le MULPOC durant l'année 1989 dans le cadre de son programme d'intégration de la femme au développement, nous pouvons nous féliciter d'avoir accompli un pas important de plus dans la concrétisation de cette politique. Malgré le retrait, très regrettable, du financement du PNUD au programme IFD, le MULPOC a entrepris de nombreuses activités pour la promotion de la femme dans le CEPGL et cela, grâce d'une part à vos soutiens respectifs et aussi à une précieuse assistance financière de l'Agence Canadienne de Développement International, l'ACDI. Que la représentation de cette Agence dans le pays du siège de notre MULPOC trouve ici l'expression de notre sincère gratitude. Ces différents appuis que nous apprécions à leur juste valeur ont permis au MULPOC d'élaborer le rapport sur les activités relatives à l'intégration de la femme au processus de développement, d'entreprendre l'étude d'opportunité en vue de la création et/ou du renforcement des centres de vulgarisation agricole pour femme, d'assurer la publication des bulletins numéros 3 et 4 de la revue

"Femme et Développement" et de dispenser aux cadres féminins de la sous-région une série de séminaires et stages de formation dont les recommandations nous sont proposées dans les rapports spécifiques à savoir, le Rapport du séminaire sous-régional de formation en management pour cadres féminins des pays membres de la CEPGL, le Rapport du séminaire sous-régional de formation en planification et évaluation de projets pour cadres féminins des pays membres du MULPOC de Gisenyi et le Rapport du stage sous-régional de formation en planification du développement pour cadres féminins des pays du MULPOC de Gisenyi.

Afin de mieux situer ces activités dans le cadre des résultats fournis par le MULPOC durant l'année 1989, je dirai tout simplement que la formation répond au plus rentable de tous les investissements, ce qui est particulièrement vrai en ce qui concerne notre sous-région.

Honorables Délégués,
Distingués Invités,

Je viens de vous présenter brièvement les résultats que nous avons acquis durant cette année 1989. De par leur importance, nous pouvons juger, comme je l'ai dit au début, de l'efficacité du MULPOC. Pour les exécuter, il a fait preuve d'efforts louables tout en bénéficiant de votre aide permanente. Je voudrais donc ici adresser à nos Etats notre vive reconnaissance pour les contributions qu'ils ont accordées afin de subvenir aux activités du MULPOC.

La diversification des sujets traités dans les nombreux documents que nous allons examiner nous rappelle aussi que durant ces assises nous aurons à faire face à un travail volumineux.

Je reste persuadé que votre perspicacité d'experts gouvernementaux, votre pratique constante d'aborder les sujets les plus difficiles avec lucidité et fraternité présideront nos débats pour arriver à des conclusions positives et constructives pour notre communauté.

Je souhaite plein succès aux travaux de la Deuxième Réunion du Comité de Suivi que je déclare ouverts.

Je vous remercie de votre aimable attention.

DISCOURS DU PRESIDENT DE LA DEUXIEME REUNION DU COMITE DE SUIVI
DU MULPOC DE GISENYI APRES SON ELECTION

Monsieur le Chef de la Délégation Burundaise,
Citoyen Chef de la Délégation Zaïroise,
Citoyen Directeur du MULPOC de Gisenyi,
Honorables Délégués,
Distingués Invités,

Qu'il me soit d'abord permis d'exprimer ma gratitude envers toutes les délégations qui viennent de me porter à la présidence des assises de cette 2e réunion du Comité de Suivi du MULPOC de Gisenyi.

Je voudrais ensuite, au nom de toutes les délégations et en mon nom propre, adresser nos sincères sentiments de remerciements aux Autorités locales rwandaises pour l'accueil combien chaleureux dont nous avons été l'objet depuis notre arrivée dans la Belle Ville de Gisenyi.

Permettez-moi maintenant de rappeler le cadre global de cette réunion. Vous vous souviendrez que par souci à la fois d'économie et d'harmonisation de la périodicité des organes directeurs du MULPOC avec la programmation de la Commission Economique pour l'Afrique, la treizième Conférence des Ministres de la CEA a adopté, en avril 1987, la résolution 611 (XXII) portant sur l'accélération du processus d'intégration économique (ou régionale) en Afrique et le rôle nouveau des Centres Multinationaux de Programmation et d'Exécution des Projets. Le paragraphe 6 de cette résolution modifie à 2 ans la périodicité des organes directeurs du MULPOC et prévoit que, dans l'intervalle, un Comité de Suivi se réunit pour évaluer les rapports intermédiaires sur l'exécution du programme de travail.

Le MULPOC de Gisenyi, instrument privilégié de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) grâce à sa renommée dans l'expertise des études de projets, doit rendre compte sur base annuelle de certaines études, en particulier celles exécutées dans le cadre de l'assistance multisectorielle à la CEPGL, ces études devant faire l'objet d'examen par les Commissions Techniques Spécialisées de la CEPGL. Dans ces conditions, il n'est pas suffisant, pour le Comité de Suivi, de se limiter à l'examen de rapports intermédiaires tel que stipulé dans la résolution précitée mais plutôt tenir compte de la situation spécifique du MULPOC vis-à-vis de la CEPGL.

Monsieur le Chef de la Délégation Burundaise,
Citoyen Chef de la Délégation Zaïroise,
Honorables Délégués,

Les points inscrits à l'ordre du jour de la deuxième réunion du Comité de Suivi sont le reflet de l'ampleur du travail qui nous attend. Ils sont nombreux certes, mais connaissant votre capacité de travail et votre sens des responsabilités, je ne doute pas que nous en viendrons à bout dans les délais impartis.

C'est alors le moment de remercier le Secrétariat du MULPOC de Gisenyi pour les efforts qu'il ne cesse de déployer et pour nous avoir envoyé à temps les documents de travail à sa disposition ce qui nous a permis de nous préparer.

Monsieur le Chef de la Délégation Burundaise,
Citoyen Chef de la Délégation Zaïroise,
Honorables Délégués,

La conjoncture économique internationale qui ne cesse de secouer nos économies est une contrainte majeure qui guidera toutes nos délibérations au cours des présentes assises.

En effet, experts que nous sommes, nous devons tenir compte dans nos analyses de tous ces effets qui se passent autour de nous, qui font et défont la politique économique de nos Etats respectifs. C'est ainsi qu'à l'heure où les économies de nos Etats régressent et que les budgets se rétrécissent comme une peau de chagrin, l'utilisation rationnelle des ressources mobilisables notamment à travers la coopération internationale doit être la principale préoccupation de nos organisations pour éviter la dispersion des ressources. Plus que par le passé, la concertation entre le Secrétariat Exécutif Permanent de la CEPGL et le Secrétariat du MULPOC sera prônée pour que leurs actions soient complémentaires et harmonisées pour mieux activer l'intégration économique au sein des Etats membres de la CEPGL.

Nous ne devons pas oublier que le processus d'intégration économique, même soutenu par une forte volonté politique comme celle qui anime les pays membres de la CEPGL, est un processus de longue haleine qui exige un suivi méticuleux pour prévenir les méfaits des forces de désintégration. Ce suivi exige un courage moral et une honnêteté intellectuelle qui permettent l'appréciation objective des situations. Il exige une évaluation permanente à laquelle peuvent participer, vu leur expérience et leur universalité, les institutions spécialisées du système des Nations Unies, la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique et bien entendu le MULPOC de Gisenyi. Une telle évaluation permet de veiller à tout moment à ce que l'équilibre des intérêts de tous les membres soit assuré, au besoin par les mécanismes délibérés destinés à corriger les déséquilibres créés par les forces du marché. Il en est de même de notre attitude face à la réalisation de notre objectif communautaire. Ainsi, je pense que nous devons travailler avec un esprit largement ouvert, analyser les problèmes qui nous sont soumis dans une perspective d'avenir.

C'est dans cet esprit que je voudrais vous inviter à entamer les travaux de notre réunion.

Vive la Coopération Internationale !

Vive le MULPOC de Gisenyi !

Je vous remercie !

DISCOURS DU PRESIDENT A LA CLOTURE DE LA DEUXIEME
REUNION DU COMITE DE SUIVI, GISENYI LE 15/03/90

Honorables Délégués,
Distingués Invités,

Nous voici arrivés à la fin de nos travaux, je pense que nous pouvons légitimement nous féliciter des résultats de nos travaux et de l'ambiance cordiale et sereine dans laquelle nous avons travaillé, témoignant de la volonté manifeste de faire progresser le développement harmonieux de nos trois pays, en vue de construire une communauté viable, fondée sur des bases solides de coordination et d'intégration de nos efforts.

Honorables Délégués,

Je voudrais profiter de cette occasion pour saluer Son Excellence Monsieur NIRANJAN DESAY, Ambassadeur de l'Inde au Rwanda et au Burundi et Monsieur Albert VAN BEL, Chef de la Section de la Coopération Belge à la CEPGL. Leur présence est une manifestation de soutien à nos actions pour le développement intégré de nos pays.

Je voudrais également vous féliciter, vous honorables délégués, pour la compétence avec laquelle vous avez examiné tous les documents qui étaient soumis à votre appréciation. Vous n'avez pas ménagé votre temps, vous avez en effet renoncé spontanément à votre repos de fin de semaine, pour passer au peigne fin les différents rapports, prouvant par là que vous ne voulez rien laisser au hasard afin d'asseoir un développement solide et harmonieux.

Je voudrais vous féliciter aussi pour la pertinence de vos observations et des orientations que vous avez données pour la poursuite du programme de travail de notre MULPOC. Elles témoignent de notre volonté commune de développement intégré et de recherche du mieux-être de nos populations, car c'est le but évident visé par les différentes études que vous avez examinées.

Distingués Invités,
Honorables Délégués,

Je voudrais vous demander de m'aider à remercier le Secrétariat de notre MULPOC pour la qualité des documents qu'il nous a présentés et pour sa pleine disponibilité pour le bon déroulement de nos travaux.

Je termine ce propos en vous souhaitant, à tous et à chacun, un bon retour dans vos foyers et occupations respectifs et j'espère que nous allons nous retrouver tous aux assises de la douzième réunion à Bujumbura.

Vive la Coopération internationale !

Vive l'amitié entre les peuples !

Je vous remercie.

LISTE DES PARTICIPANTS

<u>PAYS/ORGANISATION</u>	<u>NOMS</u>	<u>FONCTIONS</u>	<u>ADRESSES</u>
I. BURUNDI			
	1. GAHUNGU Jean Bernard	Directeur de la Programmation Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre Chargé du Plan	B.P. 224 BUJUMBURA
	2. BIZIMANA Charles	Directeur des Voies Navigables Ministère des Transports, Postes et Télécommunications	B.P. 2400 BUJUMBURA
	3. KAZUNGU Frédéric	Directeur de Cabinet Ministère de la Famille et de la Promotion Féminine	B.P. 6926 BUJUMBURA
II. RWANDA			
	4. BAHIGIKI Emmanuel	Secrétaire Général Ministère du Plan	B.P. 46 KIGALI
	5. MIRASANO Callixte	Directeur Général de la Production Animale Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts	B.P. 621 KIGALI
	6. NYIRAMPABWA Jeanne-Françoise (Mme)	Directeur Général Etudes et Projets, Bureau Exécutif National de l'URAMA	B.P. 2330 KIGALI
	7. SINDAYIGAYA Apollinaire	Directeur de la Synthèse des Stratégies Sectorielles Ministère du Plan	B.P. 46 KIGALI
	8. MBATEYE Thomas	Directeur des Etudes et Evaluation Ministère du Commerce et de la Consommation	B.P. 476 KIGALI
	9. NYAMWIGENDAHO Charles	Directeur de la Promotion des Autres Grandes Industries Ministère de l'Industrie et de l'Artisanat	B.P. 73 KIGALI
	10. REKERAHO Anastase	Directeur de la Planification et Programmation d'Energie Ministère des Travaux Publics, de l'Energie et de l'Eau	B.P. 24 KIGALI

- | | | |
|------------------------|---|--------------------|
| 11. SEMANYWA Bernard | Chef de Division des Organisations Internationales
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale | B.P. 179
KIGALI |
| 12. MUNYEMANA Abdallah | Chef de Division Exploitation du Transport Aérien
Ministère des Transports et Communications | B.P. 898
KIGALI |

III. ZAIRE

- | | | |
|--------------------------------------|--|--|
| 13. PINGANAY Sabwa | Directeur
Département du Plan | B.P. 9378
KINSHASA/
GOMBE |
| 14. KAKEMA Tsheviyeko | Conseiller Agricole du Président Régional du MPR et
Gouverneur du Nord-Kivu | B.P. 821
GOMA |
| 15. KITOKO Somy | Chef de Division Régionale du Plan/Nord-Kivu | B.P. 882
GOMA |
| 16. MBUYA Lubanze Popopo | Chef de Division Régionale du Plan/Sud-Kivu | B.P. 284
BUKAVU |
| 17. YUMBA Mujani | Chef de Division a.i. de
l'Economie Nationale | B.P. 227 |
| 18. TAMBWE Kiobola | Représentant du Directeur Régional
SNCZ/EST | B.P. 22
BUKAVU |
| 19. DUNIA Babingwa | Chef de Centre SNEL | B.P. 244
GOMA |
| 20. LONGANGI Kabala
Mulamba (Mme) | Secrétaire Régional chargé de la Condition Féminine et Famille | Avenue
Tulipier n° 5
GOMA |
| 21. BONGEYE Senza Masa | Secrétaire Particulier
Ambassade du Zaïre | B.P. 169
KIGALI |
| 22. MUDAHAMA Bahati | Directeur Régional Intérimaire
Air Zaïre | Boulevard
Mont Goma
n° 130-6
GOMA |

IV. SEP/CEPGL

23. BANKUWUNGUKA Vital	Directeur des Programmes de Développement Economique	B.P. 58 GISENYI
24. MURUHUKA Ntako-Barhujira	Chef de Division	B.P. 58 GISENYI
25. KABILIGI Alphonse	Chef de Division	B.P. 58 GISENYI

V. E.G.L.

26. NIYIBIZI Charles	Directeur de l'Energie	B.P. 1912 BUJUMBURA
----------------------	------------------------	------------------------

VI. BDEGL

27. MAMBUENI Makonko	Analyste des Projets (Fondé de Pouvoir Principal)	B.P. 3355 GOMA
----------------------	--	-------------------

VII. BELGIQUE - COOPERATION CEPGL

28. VAN BEL Albert	Chef de Section de Coopération Belge - CEPGL Consulat de Belgique	GOMA
--------------------	---	------

VIII. PNUD

29. NGENDAHIMANA Athanase	Chargé des Programmes des Projets régionaux	B.P. 445 KIGALI
---------------------------	--	--------------------

IX. MULPOC/CEA

30. PEKI Kana Kwala	Directeur du MULPOC de Gisenyi	B.P. 170 GISENYI
31. RAJOHNSON Jacques	Expert	"
32. TWAGIRAYEZU Ephrem	Expert	"
33. NKUBANA Alphonse	Expert	"
34. KIBBNESH Wolde-Gabriel (Mme)	Administrateur	"

LISTE DE DOCUMENTS DE TRAVAIL DE LA DEUXIEME REUNION DU COMITE DE SUIVI

1. Ordre du jour provisoire
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/01 Rév.1)
2. Ordre du jour provisoire annoté
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/02 Rév.1)
3. Programme de travail provisoire
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/03)
4. Rapport du Directeur sur l'exécution du programme de travail
et ordre de priorités pour 1988-1989
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/04)
5. Rapport du Directeur du MULPOC sur les progrès accomplis dans
l'exécution du projet d'assistance multisectorielle aux pays
membres de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
(CEPGL) financé par le PNUD
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/04a)
6. Rapport du Directeur du MULPOC sur l'utilisation du Fonds
d'Affectation Spécial des Nations Unies pour le Développement
de l'Afrique pour la période biennale 1988-1989
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/04b)
7. Etude annuelle des conditions économiques et sociales dans les
Etats membres du MULPOC de Gisenyi
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/05)
8. Etude d'identification de zones à haut rendement de production
de céréales et de tubercules de base et établissement d'une carte
pédologique des pays membres du MULPOC de Gisenyi
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/07)
9. Etude d'identification de zones à haut rendement de production
de céréales et de tubercules de base et établissement d'une carte
pédologique des pays membres du MULPOC de Gisenyi
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/07 Corr.1)

10. Etude de faisabilité en vue de la production intensive et de la commercialisation du maïs dans les pays de la CEPGL
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/08)
11. Etude de faisabilité en vue de la production intensive et de la production du maïs dans les pays de la CEPGL - Corrigendum
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/08 Corr. 1)
12. Rapport intérimaire sur la fourniture d'équipement de laboratoire à l'IRAZ
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/09)
13. Rapport sur la promotion des institutions et services d'appui en vue de renforcer la capacité des femmes agriculteurs afin de leur permettre d'améliorer leur productivité et d'accroître la production alimentaire
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/46)
14. Rapport sur l'identification de programmes et de projets propres à promouvoir et à renforcer une coopération multinationale en matière de développement de l'alimentation et de l'agriculture au sein des pays membres du MULPOC de Gisenyi ou Communauté des Pays des Grands Lacs (CEPGL)
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/47)
15. Rapport sur l'utilisation des aliments non conventionnels dans les pays membres de la CEPGL
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/48)
16. Rapport au Comité de Suivi du MULPOC de Gisenyi sur les besoins en matière de formation dans le domaine de la planification et de l'élaboration des politiques de développement agricole
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/42)
17. Rapport de la première réunion consultative des producteurs potentiels de petits équipements et machines agricoles dans les pays de la CEPGL
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/11)

18. Rapport intérimaire sur l'étude de faisabilité pour l'extension et/ou la diversification de la production de l'unité communautaire des matériels agricoles
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/12)
19. Etude de faisabilité du complexe d'industries forestières intégrées de la CEPGL - Inventaire d'allocation WAnie-Rukula, Région du Haut-Zaïre, Zone d'Ubundu
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/13a)
20. Etude de faisabilité du complexe d'industries forestières intégrées de la CEPGL - Organisation de l'exploitation et détermination des coûts pour l'approvisionnement du bois de l'unité industrielle
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/13b)
21. Etude de faisabilité du complexe d'industries forestières intégrées de la CEPGL - Unité industrielle de Kisangani. Implantation de lignes de production : Sciages, Contreplaqués, Lattes
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/13c)
22. Etude de faisabilité du complexe d'industries forestières intégrées de la CEPGL - Analyse financière du projet -
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/13d)
23. Etude de faisabilité du complexe d'industries forestières intégrées de la CEPGL - Composition du dossier de la demande -
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/13e)
24. Compte-rendu de la réunion tripartite CEPGL-FAO-CEA/MULPOC sur l'étude de faisabilité du complexe d'industries forestières intégrées de la CEPGL, tenue à Gisenyi les 12 et 13 janvier 1990
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/13f)
25. Etude pour la production d'objets en plastique
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/14)
26. Etude sur la possibilité de produire des articles en papier
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/15)

27. Etude sur l'opportunité en vue de la création d'une aciérie au sein de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC)
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/16)
28. Etude en vue de la création d'une usine communautaire de céramique
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/17)
29. Rapport intérimaire sur l'étude de marché et structure des prix des produits originaires de la CEPGL (2ème phase)
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/18)
30. Rapport intérimaire sur la création d'un centre sous-régional de recherche sur les matériaux de construction pour les pays de la CEPGL
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/19)
31. Etude relative aux coûts de conversion au charbon des équipements de certains utilisateurs potentiels
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/20)
32. Rapport intérimaire sur l'élaboration du plan directeur de développement de l'énergie dans les pays de la CEPGL
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/21)
33. Etude sur les possibilités d'interconnexion des réseaux électriques des Etats voisins membres de la CEPGL
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/39)
34. Rapport sur les possibilités de fabrication locale de matériel électrique et de pièces et éléments composant ledit matériel qui serviront à l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables dans la sous-région de la CEPGL
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/40)
35. Etude de faisabilité en vue de la création d'une compagnie aérienne commune de la CEPGL - Etude de l'environnement économique et infrastructurel de la compagnie aérienne commune de la CEPGL
- Volume III -
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/24)

36. Etude sur la création de circuits touristiques intégrés pour les pays de la CEPGL
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/25)
37. Etude sur la création d'un centre de formation hôtelière pour les pays de la CEPGL
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/26)
38. Rapports intérimaires sur :
 - les études relatives aux transports sur les lacs Kivu et Tanganyika et sur la conteneurisation
 - l'étude relative à l'actualisation et à l'harmonisation des documents postaux
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/27a-b-c).
39. Rapport aux Comités de Suivi des MULPOCs sur la stratégie et le programme de travail de la deuxième Décennie des Transports et des Communications en Afrique 1991-2000
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/49)
40. Rapport intérimaire sur l'étude sur l'école de formation d'ingénieurs
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/30)
41. Rapport sur les activités relatives à l'intégration de la femme au processus de développement
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/31)
42. Etude d'opportunité en vue de la création et/ou du renforcement des centres de vulgarisation agricoles pour femmes
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/32)
43. Publication du bulletin n° 3 de la "Femme et Développement"
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/33)

44. Publication du bulletin n° 4 de la revue "Femme et Développement"
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/34)
45. Rapport du séminaire sous-régional de formation en management
pour cadres féminins des pays membres de la CEPGL
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/35)
46. Rapport du séminaire sous-régional de formation en planification
et évaluation de projets pour cadres féminins des pays membres
du MULPOC de Gisenyi
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/36)
47. Rapport du stage sous-régional de formation en planification
du développement pour cadres féminins des pays du MULPOC de
Gisenyi
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/37)
48. Rapport de la neuvième réunion du COPIC
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/38)
49. Situation de mise en oeuvre des résolutions adoptées par les
organes directeurs du MULPOC de Gisenyi
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/41)
50. Programme de travail du MULPOC de Gisenyi pour 1990
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/43)
51. Préparatifs de la vingt-cinquième session de la Commission/
seizième réunion de la Conférence des Ministres responsables
du développement économique et de la planification et de la
onzième réunion du Comité technique préparatoire plénier
(ECA/MULPOC/Gisenyi/CS/2/44)